

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13156 - 6 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine DIMANCHE 17-LUNDI 18 MAI 1987

Les conversations sur le désarmement et les initiatives soviétiques

A Moscou, M. Chirac a fait mieux comprendre la position de la France

Euromissiles : l'heure du choix

Un mois après la

parole opérée lors de la visite de M. Shultz à Moscou, où en est-on de la négociation sur les euromissiles ? Tandis qu'à Genève les deux principaux partenaires ont accéléré leurs travaux et qu'à Moscou M. Gorbatchev, comme ces derniers jours avec M. Chirac, annonce le clore des négociations, à l'ouest une plus sage lenteur s'est imposée dans les consultations atlantiques : aucune décision formelle ne sera prise avant la réunion que les ministres des affaires étrangères de l'OTAN tiendront dans un peu moins d'un mois à Reykjavik.

Deux mois au total, ce n'est pas excessif, et les Américains devraient être d'autant plus satisfaits que cette réponse de l'OTAN sera très vraisemblablement positive : sans enthousiasme et avec quelques réserves, les Européens ont dit oui à la « double option » (soutenue par la liquidation des armes nucléaires intermédiaires) à longue portée (SRINF) qu'à plus courte portée (SSRINF). C'est ce qui ressort des consultations que les responsables de la défense de l'alliance ont eues ces derniers jours en Norvège et d'une déclaration que vient de faire le gouvernement britannique.

O n y voit plus clair en tout cas sur ce problème des SRINF les armes portant entre 500 et 1 000 kilomètres, qui avait tant et soudainement occupé l'attention au lendemain du sommet soviéto-américain. En premier lieu, leur nombre semble avoir été démentiellement grossi dans les premières semaines du débat. Selon des informations américaines, les 120 lanceurs de ce type environnés en gros 40 en RDA et en Tchécoslovaquie, 40 en Russie d'Europe et encore 40 en Sibirie. Le volume de ces arsenaux n'est donc pas si important, et il ne mériterait peut-être pas toute l'attention suscitée à l'Ouest.

En revanche, la définition qui en est donnée est sujette à caution, ce qui explique probablement la déclaration que vient de faire, « en son nom personnel », M. Kohl. Si l'on comprend bien, le chancelier ouest-allemand conteste le saut de 500 km de portée imposé entre ce qui va être éliminé (au-dessus) et ce dont on ne parle pas : les armes « tactiques » (en dessous), qui figurent par milliers dans les arsenaux des deux camps.

Le chef du gouvernement de Bonn cherche sans doute à améliorer ses positions dans la querelle qui l'oppose à ses partenaires libéraux et à M. Genscher, mais sa déclaration a le mérite d'attirer l'attention sur les armes à très courte portée, un sujet beaucoup plus important pour la République fédérale que pour ses partenaires de l'alliance. Comme l'a écrit le « Financial Times », « plus la portée des armes est courte, plus les Allemands sont morts ».

M. Kohl ne demande d'ailleurs pas que ces armes tactiques soient éliminées elles aussi. Il souhaite seulement qu'elles soient prises en compte, le résultat devant être leur plafonnement à égale distance de part et d'autre. Le seul ennui est que tout cela appellerait une nouvelle négociation qui n'est nullement à l'ordre du jour actuellement.

M. Jacques Chirac devait regagner Paris le samedi 16 mai en fin de journée, au terme d'une visite de trois jours à Moscou. Avant son départ, le premier ministre avait eu, dans la matinée, un dernier entretien avec le chef du gouvernement soviétique, M. Ryjkov, après un petit déjeuner à l'ambassade de France avec plusieurs dissidents. Il a enfin donné une conférence de presse et accordé à la télévision soviétique une interview dont la diffusion était prévue dans la soirée.

MOSCOU de nos envoyés spéciaux

Rien n'est changé, mais tout est différent. La formule n'est pas nouvelle, mais elle résume bien l'état d'esprit qui régnait vendredi soir dans l'entourage de M. Chirac après sa conversation de plus de quatre heures avec M. Gorbatchev, une conversation qualifiée de part et d'autre de « franche et sincère ».

M. Chirac, bien sûr, n'a pas fait changer d'avis son interlocuteur, notamment à propos du désarmement. « Les positions restent différentes », a-t-il convenu lors d'un entretien avec la presse, mais au

moins notre point de vue est-il mieux compris sinon mieux admis ».

Il aurait pu dire également : moins déformé. Car c'est un fait que la presse soviétique présentait depuis plusieurs semaines une vue caricaturale des positions de Matignon en matière de désarmement. A la lire, on pouvait avoir l'impression que le gouvernement français est opposé à toute réduction des armements nucléaires et ne rêve que d'ogives et de lanceurs.

JACQUES AMALRIC et DOMINIQUE D'HOMBRES. (Lire la suite page 3.)

Nouvelle hausse des taux d'intérêt

Crédit plus cher aux Etats-Unis malgré la baisse de l'activité

Pour la troisième fois depuis le 31 mars dernier, les banques américaines ont, le vendredi 15 mai, relevé d'un quart de point leur taux de base (prime rate) pour le porter à 8,25 %. Le mouvement a été déclenché par la Chase Manhattan Bank, bientôt suivie par les principaux établissements financiers. Ce renchérissement du crédit aux Etats-Unis intervient au moment où l'activité se ralentit. Il rendra encore plus difficile en France une baisse des taux d'intérêt.

Le taux de base n'avait cessé de baisser depuis septembre 1984, où il était passé de 13 % à 12,75 %, pour se retrouver à 7,50 % au mois d'août 1986. Il était ainsi ramené à son plus bas niveau depuis octobre 1977, niveau objectivement encore très élevé qui en dit long sur le degré de la tension qui n'a cessé de régner sur le plus grand marché du crédit du monde.

Vendredi était rendu public l'indice pour le mois d'avril des prix de gros : +0,7 % de hausse, la plus forte qui ait été enregistrée depuis dix-huit mois. Par rapport au mois d'avril de l'année dernière, la montée de l'indice est de

L'Europe et le SIDA

Les ministres de la santé refusent le contrôle aux frontières.

PAGE 8

M. Lajoie candidat du PCF

Le choix du parti pour l'élection présidentielle devrait être annoncé lundi.

PAGE 16

Gary Hart et les Français

Un article d'Olivier Duhamel.

PAGE 6

CANNES 87

Un entretien avec Woody Allen à propos de « Radio Days » : les voix de l'enfance.

« Les Baléares d'août », de Lindsay Anderson : sublimes vieilles dames.

PAGE 9

Le sommaire complet se trouve page 16

La campagne électorale en Grande-Bretagne

Mme Thatcher, toujours plus

LONDRES de notre correspondant

Le gouvernement et le Parti conservateur continuent d'accumuler les bons points. Annoncées le jeudi 14 mai, les dernières statistiques de l'emploi montrent qu'en données corrigées fin avril le nombre des chômeurs s'établissait à 3 200 000. La baisse est maintenant constante depuis dix mois, et le nombre des sans-emploi pourrait passer au-dessous des 3 millions avant les élections.

Un porte-parole travailliste a osé contester une nouvelle fois les « truquages » des calculs gouvernementaux en soulignant que les emplois à plein temps sont en diminution (tandis que les « mi-temps » augmentent), cela n'a guère entamé l'humeur des

conservateurs, qui font remarquer que dans la plupart des autres pays européens le chômage est en hausse. D'autre part, les premiers sondages réalisés depuis que la date des législatives est connue indiquent que les Tories ont toujours une nette avance sur l'opposition ; elle est de 9 points selon une enquête publiée par le « Daily Telegraph », et même de 14, voire de 18, selon deux autres estimations faites par le « Guardian » et l'« Evening Standard ».

Cependant, M. Norman Tebbit, président du Parti conservateur, ne cesse de mettre en garde ses troupes contre un « optimisme démobilisateur ». Il déclare que rien n'est acquis et que les partisans de M. Thatcher doivent « se battre résolument ». Il rappelle que dans de nombreuses circon-

stances actuellement détenues par les Tories la majorité obtenue en 1983 n'était souvent que de quelques centaines de voix, et pourrait « basculer » le mois prochain au moindre « relâchement ».

C'est à une sorte d'échauffement ou de round d'observation que se sont livrées cette semaine les trois principales formations. Car la campagne électorale ne commencera officiellement que lundi, jour de la dissolution de la Chambre des communes. Une campagne extrêmement courte, puisque elle durera moins de trois semaines. Toutefois, le véritable coup d'envoi a été donné dès vendredi soir.

FRANCIS CORNU. (Lire la suite page 4.)

« DOSSIERS ET DOCUMENTS » : 1940-1944

La répression antijuive

Avant l'ouverture du procès Barbie, M. Jacques Chirac avait demandé que les enseignants d'histoire consacrent un ou plusieurs cours aux années 1940-1944, en exposant aux élèves la législation antijuive du gouvernement de Vichy et de l'occupant allemand.

Le Monde publie aujourd'hui un numéro exceptionnel des « Dossiers et documents » préparé par Jean Planchais et montrant les diverses formes prises par l'exclusion des juifs, citant les textes officiels de l'époque, les étapes de la collaboration, les portraits de ses principaux acteurs, et montrant à la fois l'ampleur et la médiocrité de la participation des autorités de Vichy à la « solution finale ».

Dossier d'information et outil pédagogique, ce document sera disponible par commandes groupées — intéressant notamment les enseignants — de trente exemplaires au prix global de 30 F (frais d'envoi inclus).

(Voir notre encart contenu dans ce numéro pages 1 à IV.)

Lire, d'autre part, page 7, le compte rendu de la cinquième journée du procès de Lyon par Jean-Marie Théoleyre et l'évocation de la rafle des enfants juifs à Lyon en 1944 : « Brutalité ordinaire un jeudi saint ».

La mort de Rita Hayworth

La bombe douce

L'actrice américaine Rita Hayworth est morte dans la nuit du jeudi 14 au vendredi 15 mai au domicile de sa fille, à New-York. Agée de soixante-huit ans, elle souffrait depuis plusieurs années de la maladie d'Alzheimer.

Elle fut la bombe la plus douce de ce siècle. La plus ravageuse et la plus désespérée aussi. Danseuse de cabaret à Mexico avant l'âge de quinze ans, Margarita Carmen Cansino, née le 17 octobre 1918 à Brooklyn, fut figurante à dix-sept ans, mariée à dix-huit ans, comédienne à vingt et un, avec Howard Hawks (Seuls les anges ont des ailes).

Elle était pauvre, plutôt brave, un peu paumée. Très belle fille et brune latine. Le cinéma en fit une rousse incendiaire, lui apporta la fortune, l'adulation des hommes, cinq maris, et acheva de la perdre. Partenaire de Fred Astaire et de Gene Kelly, c'est en 1946 qu'elle

entre dans la légende avec le rôle de Gilda.

Un corps parfait, des jambes comme des missiles en paillettes, un obus moulé de soie, une chevelure flamboyante, masquant le désarroi d'un regard qui déjà vacille. Elle est Gilda l'irrésistible, celle dont tous les soldats américains, tous les camionneurs, ont épinglé, vénéré l'image, comme celle d'une sainte infernale, un aperçu du paradis des femmes. Une bombe — nucléaire celle-ci — lancée sur l'atoll de Bikini (l'oué soit son nom), en 1947, porte l'effigie de Rita et le nom de Gilda.

La fièvre idolâtre commence à chauffer trop fort, tournant au cannibalisme. On enregistre sur un microscopille les battements du cœur de Rita-Gilda. Elle n'en demande pas tant, loin de là. L'amour lui suffirait, elle ne le trouve auprès d'aucun des cinq maris qui s'emparent d'elle. Ni le

général Orson Welles, qui lui donne une fille, Rebecca, et son autre grand rôle à scandale dans la « Dame de Shanghai », ni le prince Ali Khan dont elle a une autre fille, Yasmina. Personne ne rassurera jamais Rita Hayworth, n'éclaircira son angéisme.

Convaincue de « son incapacité au bonheur », elle entre en maladie, se retire de ce monde, de son vivant. La maladie d'Alzheimer qui la frappe dès 1981 est incurable. Elle n'a plus de mémoire désormais, ne sait plus son nom, ne parle plus, végète.

La gloire sans le vouloir, une vie sans comprendre, une mort sans savoir : drôle de conte de fées. C'est à New-York, dans le petit appartement où elle vivait sous la tutelle de Yasmina, que s'est éteinte la plus désarmée, la plus touchante des fusées du cinéma.

MICHEL BRAUDEAU. (Lire page 10 l'article de JACQUES SICLIER.)

CANNES

40 ans de Festival

à travers
Le Monde

Numéro spécial en vente actuellement : 19 F

PROX. DE VENTE A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 6 dr. ; Tunisie, 700 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Espagne, 20 pts. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 2 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 175 pts. ; Grèce, 150 dr. ; Irlande, 55 p. ; Italie, 2 000 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 40 f. ; Norvège, 12,70 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 150 esc. ; Singapour, 335 F CFA ; Suède, 13,70 sc. ; Suisse, 1,50 S. ; USA (West Coast), 1,75 \$.

Dates

Il y a cinquante ans :

Anarchistes et communistes s'affrontaient à Barcelone

RENDEZ-VOUS

Lundi 18 mai. - New-York : visite du chancelier autrichien Franz Vranitzky (jusqu'au 21).

Mercredi 20 mai. - Paris : sommet bilatéral franco-allemand (20-22).

Québec : réunion de l'Assemblée de l'Atlantique nord (jusqu'au 25).

Lisbonne : verdict du procès d'Otelo de Carvalho, l'un des leaders de la révolution des œillets.

Vendredi 22 mai. - Visite privée de la reine Elizabeth II d'Angleterre en Normandie (jusqu'au 25 mai).

Varsovie : visite d'Edward Kennedy (jusqu'au 26 mai).

Samedi 23 mai. - Visite en Pologne de Zbigniew Brzezinski, ancien conseiller du président Carter.

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 650572 F
Tél. MONDIPAR (1) 45-23-04-81
Tél. (1) 42-47-97-27

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant :
André Fontaine,
directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beau-Méry (1944-1969)
Jacques Favret (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.

Capital social :
620.000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs du Monde »,
Société anonyme
des lecteurs du Monde,
Le Monde-Entreprises,
MM. André Fontaine, gérant,
et Hubert Beau-Méry, fondateur.

Administrateur général :
Bernard Wozniak

Rédacteur en chef :
Daniel Vermet

Correspondant en chef :
Claude Sales

Le Monde

PUBLICITE

5, rue de Valenciennes, 75007 PARIS

Tél. (1) 45-55-91-82 et 45-55-91-71

Tél. MONDIPUB 296 136 F

Reproduction interdite de tous articles,
sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 457
ISSN : 0395-2037

Le Monde

TÉLÉMATIQUE

Composés 36-15 - Taper LEMONDE

ABONNEMENTS

Tél. (1) 42-47-98-72

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 208 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE 687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie)

1. - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS 309 F 762 F 1 069 F 1 386 F

2. - SUISSE, TUNISIE 584 F 972 F 1 404 F 1 890 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse : joindre la dernière

bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écarter

tous les autres journaux en capitales

d'abonnement.

Le Monde USPS 705-910 is published daily,

except Sundays for \$ 4.00 per year by Le

Monde c/o Speedpost, 45-46 35 th

Street, L.C.L., N.Y. 11104. Second class

postage paid at New-York, N.Y.

postmaster : send address changes to Le

Monde c/o Speedpost U.S.A. P.M.C.,

45-46 35 th Street, L.C.L., N.Y. 11104.

DÉBUT mai 1937, à Barcelone, la ville somnolente. Les gardes d'assaut investissent le central téléphonique de la Plaza de Catalunya, un immeuble de dix étages occupé depuis juillet 1936 par les miliciens anarchistes de la CNT-FAI (Confédération nationale du travail - Fédération anarchiste ibérique). Une résistance imprévue fait échouer le coup de force. La nouvelle se répand dans les faubourgs ouvriers et le travail cesse dans les usines. Barcelone se hérise alors de barricades : « on » attaque les « conquêtes de juillet ».

« Si la controverse politique ne vous intéresse pas, non plus que cette foule de partis aux noms embrouillants, alors je vous en prie, dispensez-vous de lire ce qui va suivre. » Ainsi s'ouvre le chapitre que George Orwell consacre aux événements de mai dans son *Hommage à la Catalogne*. Mais, ajoute le futur auteur de 1984, « cette sordide bagarre dans une ville lointaine a plus d'importance qu'il ne pourrait sembler à première vue ». Les premiers tiraillent l'écrivain britannique sur les Ramblas, avenues des promenades et des révolutions. La ville crêpe de coups de feu. Les commerçants baissent leurs rideaux. Les camions passent chargés d'hommes en armes. « Lorsque je suis de quoi il retournait, je me sentis moralement plus à l'aise, note encore Orwell. Je n'ai pas un amour particulier pour l'ouvrier idéaliste tel que le représente l'esprit bourgeois du communiste, mais quand je vois un véritable ouvrier en chair et en os en conflit avec son ennemi naturel, l'agent de police, je n'ai pas besoin de me demander de quel côté je suis. » Le fait que le chef de la police - celui qui dirige les opérations contre la Telefonica - soit communiste donne aux événements de Barcelone une coloration particulière. Au dixième mois de la guerre civile, l'épreuve de force est engagée entre les communistes du PSUC (Parti socialiste unifié de Catalogne) et leurs ennemis mortels : anarchistes et communistes dissidents du POUM, le Parti ouvrier d'unification marxiste d'Andrés Nin et Joaquín Maurín.

La croissance vertigineuse du PSUC

Le conflit était en principe entre ceux qui tenaient la révolution sociale pour une condition de la victoire sur Franco (anarchistes, poumistes et socialistes de gauche) et ceux qui y voyaient un obstacle dans la bonne conduite de la guerre (les communistes et leurs alliés libéraux et socialistes modérés). Que les communistes se fassent les champions de la seconde orientation prenait une allure éminemment paradoxale. Mais l'argument de la nécessité d'un large front antifasciste avait la force du bon sens. Orwell, bien que membre des milices du POUM, penchait plutôt, d'ailleurs, pour la thèse communiste, jusqu'à ce que les événements l'amènent à la conclusion que la conduite du PSUC avait moins à voir avec la victoire dans la guerre qu'avec la conquête de l'hégémonie dans son camp.

Lorsque Barcelone s'insurgeait à l'annonce de la rébellion franquiste, le président de la Généralité, la région autonome de Catalogne, Lluís Companys, eut ces mots à l'adresse des leaders anarchosindicalistes : « Vous êtes aujourd'hui les maîtres de la ville et de la Catalogne. » Et c'était vrai. Nulle part l'influence de la centrale anarchiste, pourtant puissante d'un million d'adhérents dans toute l'Espagne, ne se fait plus sentir que dans la Catalogne industrielle. Nulle part ailleurs qu'en Catalogne les communistes indépendants du POUM, qui revendiquent 40 000 militants à la fin de l'année 1936, ne parviennent à une implantation significative.

« La garantie de la révolution »

La seule force qui, rapidement, paraît en mesure de s'opposer aux collectivisations et au pouvoir des comités est le Parti communiste orthodoxe, né en juillet de la fusion de quatre petites organisations sous le nom de PSUC, et couronné par des étrangers comme le Hongrois Ernő Gerő, celui-là même qui, en 1956, appellera

l'armée soviétique à la rescousse d'un régime menacé. Fort de son savoir-faire organisationnel, le PSUC se gonfle de ceux qu'enthousiasme l'appui de l'Union soviétique à la République, mais aussi de tous ceux qu'a lésés le bombardement de juillet et qu'épouvante la CNT et, dans une moindre mesure, le POUM.

La croissance du PSUC est vertigineuse, « presque un miracle », dit son

Le 3 mai, enfin, avec l'appui du conseiller à la sûreté, Ayguadé, membre de l'Esquerra le parti républicain du président Companys, Ensenbó Rodríguez Salas décide de donner l'assaut au central téléphonique. Depuis juillet 1936, la Telefonica est un problème pour les autorités parce que les anarchistes y exercent la « vigilance révolutionnaire », c'est-à-dire surveillent toutes les conversations. Arthur Koestler raconte que, la ligne passant par Barcelone, le ministre des affaires étrangères de la République devait communiquer avec l'ambassadeur à Paris, son beau-frère, par l'intermédiaire de leurs épouses respectives : des Suissesses allemandes qui parlaient en patois des montagnes.

L'opération du 3 mai précipite l'affrontement. Les ouvriers, maîtres de la ville, tiennent sous le feu de leurs armes les forces de l'ordre retranchées derrière leurs positions. Chacun reste sur la défensive, on tire beaucoup mais on s'expose peu. « Cela faisait un tel vacarme, commente un témoin, qu'on se serait cru sur le front. » Depuis l'hôtel Colón, quartier général du PSUC, une mitrailleuse tient en respect les anarchistes de la Telefonica, tandis que la caserne Vorochilov est assiégée par les miliciens de la colonne Tierras y Libertad, ou que de la casa Carlos Marx, Paseo de Gracia, on tire sur le local du syndicat anarchiste du bois, de l'autre côté de l'avenue.

« Une sorte d'inertie plane de sourde violence, un couchant de bruits sans mouvement. » Une femme égarée promène son caniche blanc, indifférente aux combats. Un cortège funèbre essaye sans succès de traverser la place de Catalogne. Des vendeurs syndiqués trouvent que cela ne vaut rien pour les affaires.

« L'embrasse tout le monde »

Le POUM, autant que la CNT, est surpris par l'ampleur de la réaction ouvrière, et aucune des deux organisations n'a de politique à proposer aux miliciens des barricades. Mais elles jouent la carte de la modération. A Valence, le président du conseil Largo Caballero envoie ses ministres anarchistes (ils sont entrés au gouvernement en novembre) tenter une médiation à Barcelone. García Oliver, ministre CNT de la justice, dans un discours radio-diffusé, appelle à l'arrêt des combats. Andrés Nin dissuade un groupe de jeunes d'attaquer le Palais de la Généralité. De son côté, le comité régional de la CNT refuse l'appui de divisions du front disposées à marcher sur Barcelone. Les appels au cessez-le-feu renouvelés des dirigeants anarchistes exaspèrent et désorientent la base. Sur les barricades, on voit circuler les libelles plus radicaux du groupe des Amis de Durruti (du nom du célèbre anarchiste tué à Madrid), des miliciens qui s'opposent à la normalisation et réclament la formation d'une « junte révolutionnaire ».

Le 5 mai, point culminant de ces journées, le central téléphonique tombe aux mains de la police, le conseil de la Généralité, disséminé, est reconstruit, le gouvernement central de Valence décide de prendre en main l'ordre public en Catalogne, et des navires de guerre entrent en rade de Barcelone. Antonio Sese, nouveau ministre PSUC, est tué alors qu'il se rend au Palais de la Généralité. Laissez à leur

propre initiative, les ouvriers commencent à abandonner les barricades. Le 6 mai, la *Batalla*, le journal du POUM, appelle à reprendre le travail « sans exception et dans la discipline... la manœuvre contre-révolutionnaire ayant échoué ».

Par télé, García Oliver persuade ses camarades anarchistes de Barcelone de laisser passer les mille cinq cents gardes d'assaut, « forces pacifistes absolues », envoyés en renfort par Valence à la demande de Companys. Quand ils entrent dans la ville au soir du 7 mai, les combats ont pratiquement cessé, mais la Catalogne a perdu son autonomie et le pouvoir anarchosindicaliste est brisé, tandis que s'affirme celui des communistes.

De l'avis de la plupart des observateurs, les combats firent cinq cents morts et un millier de blessés. Les journées de mai eurent pour autre conséquence, de provoquer la chute du gouvernement Largo Caballero à Valence. Au conseil du 15 mai, on se lance des insultes à la face. Les communistes réclament la mise hors la loi du POUM, rendu responsable des événements de Barcelone et qualifié de « trotskiste, agent du fascisme ». Avec l'assentiment des communistes, Juan Negrín, socialiste modéré, est chargé de former un nouveau gouvernement sans ministres anarchistes.

A Barcelone vient l'heure de la persécution. Les militants du POUM et les anarchistes remplissent les prisons. Des équipes communistes de répression parallèles dirigées par le Russe Orlov s'emploient aux tâches les plus sales : on les appelle les « tchikas ». Le 5 mai déjà, deux anarchistes parmi les plus radicaux, les Italiens Berneri et Barbieri, sont arrêtés à leur domicile par une douzaine de policiers en civil. On retrouve leurs cadavres aux alentours du Palais de la Généralité. Les Archives nationales italiennes conservent la trace du meurtre dans l'épave d'un dossier que la police fasciste avait accumulé sur Berneri : une note du consulat italien de New-York établit d'après la correspondance surveillée que « les communistes, après avoir perquisitionné la maison où habitaient ensemble les camarades Camillo Berneri et Francesco Barbieri, les auraient tués à coups de revolver ».

Un matin, on retrouve au cimetière de Sardana les corps mutilés de deux jeunes anarchistes. Disparaissent aussi Kurt Landau, ancien communiste autrichien, membre du POUM, Erwin Wolff, tchèque, ancien secrétaire de Trotsky, José Robles, ami de l'écrivain Dos Passos... A Paris, Katia Landau, respectée des « tchikas » barcelonaises, publie une brochure pathétique préfacée par le vieux syndicaliste Alfred Rosmer : « Qui veut contribuer à la victoire de l'anarchisme doit parler. » Katia Landau parle des prisons clandestines décorées du portrait de Staline, des interrogatoires, du supplice de la balaignoire et des coups : « *Fils de pute ! Maquerelles ! d'anarchistes ! Nous allons en finir avec vous tous !* »

Le 16 juin 1937 disparaît Andrés Nin, arrêté au local du POUM et emmené vers une destination inconnue. Les communistes publient un document forgé de toutes pièces le présentant comme un espion à la solde de Franco. Sur les murs de Catalogne, les militants du POUM peignent : « Gouvernement Negrín, où est Nin ? » Des mains communistes rajoutent : « A Salamanque ou à Berlin » : chez Franco ou chez Hitler. Les moelles démarçantes gouvernementales pour faire remettre le prisonnier aux autorités locales restent vaines. Le PC fait courir le bruit que des agents de la Gestapo ont « libéré » leur « ami » Nin. García Oliver, l'ex-ministre anarchiste, a dans ses Mémoires un commentaire peu généreux pour le leader catalan disparu : « Ses anciens compagnons du Guépéou soviétique l'ont pris par derrière et, à la manière russe, lui ont tiré une balle dans la nuque. » Nin est mort sous la torture, sans avoir signé cette « confession » que ses bourreaux voulaient lui arracher comme en d'autres lieux. Pour Albert Camus, « la mort d'Andrés Nin marque un tournant dans la tragédie du vingtième siècle, qui est le siècle de la révolution trahie ».

PHILIPPE VIDELIER.

“GRAND JURY” RTL - Le Monde

JACQUES BARROT

dimanche 18 h 15

en direct sur

animé par
Olivier MAZEROLLE

avec André PASSERON
et Daniel CARTON (Le Monde)
Janine PERRIMOND
et Dominique PENNEQUIN (RTL)

RTL

Les négociations

M. Kohl souhaite
une courte période

ne pas être encore formellement
de l'alliance atlantique sur la
déclaration se précise et
de moins en moins exigeante à
l'égard de la réintégration de
l'Allemagne, après la réunification
de la RFA. qui vient de se
faire.

Les négociations se poursuivent
à Bonn. Les ministres de la Défense
et de l'Intérieur ont tenu une
réunion le 15 mai. Les ministres
de la Défense et de l'Intérieur
ont tenu une réunion le 15 mai.

Les négociations se poursuivent
à Bonn. Les ministres de la Défense
et de l'Intérieur ont tenu une
réunion le 15 mai. Les ministres
de la Défense et de l'Intérieur
ont tenu une réunion le 15 mai.

Les négociations se poursuivent
à Bonn. Les ministres de la Défense
et de l'Intérieur ont tenu une
réunion le 15 mai. Les ministres
de la Défense et de l'Intérieur
ont tenu une réunion le 15 mai.

Les négociations se poursuivent
à Bonn. Les ministres de la Défense
et de l'Intérieur ont tenu une
réunion le 15 mai. Les ministres
de la Défense et de l'Intérieur
ont tenu une réunion le 15 mai.

Les négociations se poursuivent
à Bonn. Les ministres de la Défense
et de l'Intérieur ont tenu une
réunion le 15 mai. Les ministres
de la Défense et de l'Intérieur
ont tenu une réunion le 15 mai.

Les négociations se poursuivent
à Bonn. Les ministres de la Défense
et de l'Intérieur ont tenu une
réunion le 15 mai. Les ministres
de la Défense et de l'Intérieur
ont tenu une réunion le 15 mai.

Les négociations sur les armements en Europe et le voyage de M. Chirac en URSS

M. Kohl souhaite que les missiles nucléaires à très courte portée soient pris en considération

Pour ne pas être encore formellement arrêtée, la position de l'alliance atlantique sur les négociations de désarmement se précise et devient sur quelques points plus exigeante à l'égard de Moscou, nous signale notre envoyé spécial Philippe Lemaître, après la réunion des ministres de la défense de l'OTAN, qui vient de se terminer à Stavanger (Norvège).

S'agissant des armes à longue portée (LRINF), le communiqué met l'accent sur « la nécessité d'éliminer tous les missiles » et invite l'URSS à « renoncer à exiger le maintien d'une partie de ses SS-20 ». Jusqu'ici les Américains se sont accommodés du désir de l'URSS de conserver cent ogives de SS-20 (trente-trois missiles) en Asie, avec, en contrepartie pour les États-Unis, le droit de maintenir cent Pershing-2 en opération sur leur territoire, à l'exception de l'Alaska. « Le maintien de ces SS-20 complique

rait le problème des vérifications et rend nerveux nos alliés asiatiques », a commenté M. Weinberger.

A Washington, cependant, un porte-parole du département d'État a indiqué que les États-Unis sont toujours prêts à accepter le maintien de cent ogives en dehors d'Europe, comme ils l'avaient admis à Reykjavik.

Autre point de divergence, qui apparaît de manière plus marquée après la réunion de Stavanger : les Occidentaux, qui semblaient jusqu'ici peu déterminés, insisteront pour ne pas inclure dans la négociation, et donc dans un éventuel accord de désarmement, les Pershing-1A qui sont possédés par la RFA. L'URSS plaide, au contraire, pour que ces « missiles allemands » subissent le sort commun.

BONN
de notre correspondant

Le chancelier Helmut Kohl a brusquement rompu, le vendredi 15 mai, avec la réserve à laquelle il s'était astreint jusqu'à présent sur la question des armements. Dans une déclaration rendue publique par son porte-parole adjoint, il a ouvert un débat sur les distances vis-à-vis des États-Unis en rejetant la double « option zéro » sous la forme proposée par les Soviétiques dans les négociations sur la réduction des armements nucléaires (nos dernières éditions datées du 16 mai).

Tout en réaffirmant son accord avec l'option zéro « envisagée pour les missiles de portée intermédiaire (1 000 à 5 000 kilomètres) stationnés en Europe, le chancelier a estimé que les négociations sur les missiles de plus courte portée ne peuvent pas être limitées aux seuls missiles de 500 à 1 000 kilomètres de portée, comme le prévoit la double « option zéro ».

« Il est de l'intérêt national allemand qu'on ne négocie pas seulement sur un secteur partiel, a-t-il dit. Un accord sur les systèmes d'armes d'une portée de 500 à 1 000 kilomètres laisserait justement de côté les systèmes qui menacent en premier lieu notre pays. C'est pourquoi il faut inclure dans les négociations tous les systèmes d'une portée comprise entre 0 et 1 000 kilomètres, avec, pour objectif, une solution acceptable qui augmente la sécurité de tous les participants, également celle des Allemands ».

Cette position est défendue depuis le début par le responsable des questions étrangères du groupe parlementaire chrétien-démocrate, M. Volker Rübe, qui a toujours fait valoir que l'intérêt des Allemands était de se débarrasser des missiles à très courte portée et de conserver un nombre approprié de systèmes permettant de frapper directement les arrières d'une offensive soviétique au-delà de la RDA. Le ministre des affaires étrangères, M. Hans Dietrich Genscher, et le Parti libéral soutiennent en revanche les Américains en estimant qu'il faut bien commencer par quelque chose, même si ce n'est pas la solution idéale.



Le porte-parole adjoint du gouvernement, M. Schmülling, a indiqué que la déclaration du chancelier n'avait pas fait l'objet de consultations avec le ministre des affaires étrangères et qu'elle ne pouvait être considérée à proprement parler comme la position du gouvernement. Cette déclaration témoigne d'un souci d'offrir une porte de sortie aux libéraux et à M. Genscher, qui repoussent un sévère camouflet.

Le risque de dérapage

Vendredi soir, cependant, M. Horst Talschir, principal conseiller du chancelier sur les questions de la sécurité, tenait à préciser, dans une intervention télévisée, que le chancelier n'exigeait pas que les armes nucléaires à très courte portée soient incluses dans un accord sur le désarmement, mais qu'elles soient prises en considération, de même que les armes chimiques et les forces conventionnelles.

Jusqu'ici, M. Kohl préfère ne pas trancher pour éviter d'exposer trop ouvertement les divisions de sa majorité. Il avait fait valoir qu'il lui fallait sur un sujet aussi important le temps de la réflexion et qu'il souhaitait parvenir à une position européenne commune. Mais il a été contraint de changer d'attitude en raison de l'isolement de son ministre de la défense, M. Woerner, à la conférence des ministres de la défense de l'OTAN, et plus encore

par la prise de position officielle, le même jour, du gouvernement britannique en faveur de la double « option zéro ».

M. Genscher semble avoir sous-estimé la fermeté de la CDU sur ce dossier. Il avait toujours pu compter jusqu'à présent, notamment dans sa politique d'ouverture en direction de l'Est, sur le soutien actif de M. Rübe face aux « faucons » de la majorité.

Dans les couloirs de la CDU et plus encore du parti de la CSU bavaroise, on a hésité à brandir désormais le risque d'un dérapage vers le neutralisme au cas où la RFA serait contrainte de se rallier à cette double « option zéro ». On souligne que l'opinion publique n'accepterait jamais une situation dans laquelle la RFA se retrouverait exposée à une guerre limitée en Europe et deviendrait une proie facile pour ceux qui souhaitent purement et simplement la dénucléarisation de l'Europe.

Bien que cet alarmisme contraste avec le calme qui prévaut actuellement autour de Rhin, M. Rübe lui-même a déclaré à son retour de Londres que la double « option zéro » reviendrait à « découpler » l'Allemagne fédérale de l'OTAN.

Le conflit en cours à Bonn place dans une position délicate les alliés de la RFA, sommés de se prononcer pour un camp ou l'autre. Paris se trouve particulièrement sollicité. Certains diplomates ouest-allemands n'hésitent pas à évoquer à titre d'hypothèse la possibilité pour la France de remplacer les Américains au cas où ceux-ci décideraient, dans le cadre des négociations en cours, de retirer les têtes nucléaires prévues pour les missiles Pershing-1A.

HENRI DE BRESSON.

Le risque de dérapage

Varsovie (AFP). — Dix-huit intellectuels polonais de renom ont, dans une lettre ouverte, pris la défense de quatre de leurs collègues que le porte-parole du gouvernement de Varsovie, M. Jerzy Urban, a voulu impliquer dans l'affaire d'un diplomate américain accusé d'espionnage.

Dans ce document, parvenu à l'AFP, les signataires, parmi lesquels les écrivains Tadeusz Konwicki et Andrzej Kuniewicz, le compositeur Witold Lutoslawski, le nouveau président du club des intellectuels catholiques (KIK) de Varsovie, le professeur Andrzej Walicki, le cinéaste Andrzej Wajda, et cinq scientifiques de l'Académie

Le premier ministre a fait mieux comprendre la position de la France

(Suite de la première page.)

M. Chirac a donc eu l'occasion de mettre les choses au point : il n'a rien contre l'option zéro, c'est-à-dire le démantèlement des fusées intermédiaires américaines et soviétiques en Europe, et il se voit pas d'un très bon œil l'option double zéro, il pense que, en la matière, le « sentiment européen » doit l'emporter sur le « sentiment français ». Autrement dit, l'objectif est moins d'imposer son point de vue que d'arriver à une position commune aux pays européens en général, à la France, à la Grande-Bretagne et à l'Allemagne fédérale en particulier.

Rien ne dit que cette philosophie et l'insistance du premier ministre sur le maintien et la modernisation de la force de dissuasion aient enchanté M. Gorbatchev. On n'est guère habitué à Moscou à entendre raisonner en termes si doux de défense européenne, du moins de concertation entre Européens de l'Ouest. Peut-être finalement est-ce l'innovation de M. Chirac qui a rapporté cette réflexion de M. Gorbatchev à la fin des discussions consacrées au désarmement : « Cet échange de vues donne à réfléchir à nous comme à vous ».

Dissidents les « malentendus »

Si les affaires de désarmement ont occupé environ la moitié du temps de la rencontre, M. Chirac a longuement interrogé M. Gorbatchev sur les changements en honneur en URSS. A-t-il été convaincu ? Il l'affirme puisqu'il a qualifié la « restructuration » — jusqu'alors bien plus présente dans les colonnes des journaux que dans la vie quotidienne — de « phénomène étonnant et impressionnant ».

M. Chirac, décidément très optimiste, s'est même déclaré persuadé de l'adhésion du peuple soviétique aux projets de réforme de M. Gorbatchev, ce qu'un homme comme André Sakharov hésite beaucoup à confirmer.

« M. Gorbatchev a beaucoup d'atouts. Il m'a convaincu de sa volonté de faire bouger les choses, de ses qualités d'homme de dialogue capable de moderniser le socialisme », a dit M. Chirac. A croire qu'il veut mieux, pour être bien vu par le premier ministre, se rallier au socialisme réformateur à Moscou qu'à Paris. M. Gorbatchev, en tout cas, a fait une forte impression sur M. Chirac. « C'est un homme très libre dans ses propos, ses réactions, bien moins compassé que bon nombre de chefs d'État non socialistes », a-t-il affirmé après avoir vu « la clarté de sa pensée. On peut le convaincre mais il faut aussi vous convaincre ». Autant de paroles qui iront droit au cœur du secrétaire général, bien que M. Gorbatchev ait condamné à plusieurs reprises le culte de sa personnalité.

A en croire un compte rendu de l'entretien diffusé par l'agence Tass, M. Gorbatchev se serait montré presque moins optimiste que M. Chirac lorsqu'il a exposé sa conception de la « restructuration ».

« C'est un travail ardu, a-t-il dit, le secrétaire général, l'essentiel reste à

accomplir. Nous avons encore beaucoup de travail devant nous. Nous avons de quoi nous occuper chez nous et notre politique étrangère dépendra entièrement de ce processus intérieur et traduira les besoins réels de la société soviétique. » Voilà au moins une bonne nouvelle si elle se révèle exacte. Rarement, pour ne pas dire jamais, la politique étrangère de l'URSS n'a été jusqu'à présent soumise à des impératifs de développement de la société soviétique (1).

La dernière partie des entretiens

Ludmila Varyguine, dont la sœur, venue tout spécialement de Leningrad à Moscou pour la visite de M. Chirac, doit être reçue par M. Jacques Blot, le directeur d'Europe au Quai d'Orsay. Un député du soviet d'arrondissement de Leningrad, dont Ludmila Varyguine est originaire, a d'autre part déclaré vendredi qu'un non-lieu en faveur de sa protégée ne serait pas suffisant et a exigé que « les autorités françaises présentent leurs excuses et dédommagent Ludmila Varyguine et son mari pour le tort

Quinze dissidents pour un petit déjeuner

MOSCOU
de nos envoyés spéciaux

M. Chirac avait à cœur de manifester son attachement aux droits de l'homme par un geste concret. La formule choisie — un petit déjeuner, le samedi 15 mai, avec une quinzaine de dissidents à la résidence de l'ambassade de France — n'était pas de nature, vu la plus grande tolérance des autorités soviétiques à l'égard de ce genre de contacts, à susciter de nouveaux « malentendus » entre Moscou et Paris. La liste des invités veut son poids d'années de goulet et de souffrances.

Il y avait là M^{lle} Larissa Bogoraz, la veuve d'Anatoli Martchenko, dont la mort en détention, le 8 décembre dernier, est sans doute une des raisons qui ont poussé M. Gorbatchev à autoriser M. André Sakharov à quitter son exil de Gorki. Étaient également invités, M. Sergueï Grigoriants, un historien qui a derrière lui neuf années de camp pour avoir rédigé et diffusé des samizdat, il a été libéré en février dernier ; M. Youli Edelstein, un professeur d'hébreu détenu depuis septembre 1984 et libéré le 4 mai ; M. Alexandre Bogoraz, un architecte arrêté en juin 1984 pour avoir été en possession du célèbre livre du marquis de Custine la Russie en 1839, M. Bogoraz n'a été libéré que

le 13 mai dernier et cette mesure est sans doute due à son invitation à ce petit déjeuner ; M. Henri Altounian, ingénieur arrêté en 1980 pour propagande antisoviétique, libéré en mars de cette année ; M. Victor Brailovsky, mathématicien qui cherche à émigrer depuis 1972 ; le Père Gleb Iakoune, prêtre orthodoxe arrêté en 1978 et libéré en mars 1987 ; M. Sergueï Kovaliev, biologiste, membre fondateur du groupe soviétique d'Amnesty International, condamné en 1975 et libéré en décembre 1984 ; M. Nahum Meiman, mathématicien, membre fondateur du Groupe moscovite de surveillance des accords d'Helsinki, candidat à l'émigration en Israël depuis 1974 ; M^{lle} Ida Nudel, militante juive dont le visa de sortie est systématiquement refusé depuis 1971 ; M. Alexandre Ogorodnikov, militant orthodoxe arrêté en 1978 et libéré en mars 1987 ; M. Vladimir Sepak, ingénieur, relégué depuis 1970 ; il a effectué une peine de cinq ans d'exil en Sibirie ; M. Lev Timofeev, ancien journaliste, arrêté en 1985 pour avoir écrit un samizdat consacré au marché noir et libéré en février 1987 ; M^{lle} Ludmila Evsioukova, fille de l'ancien pilote de l'Aéroflot qui demande depuis plusieurs années l'asile politique en France.

J. A. et D. Dh.

entre M. Gorbatchev et Chirac a été consacré à dissiper ce qu'il est convenu d'appeler pudiquement les « malentendus franco-soviétiques ». M. Gorbatchev s'est notamment plaint à cette occasion de l'intensification des manifestations d'antisovietisme en France qui étonnent et inquiètent l'opinion publique en URSS. A-t-il soulevé, en particulier, l'affaire des espions d'Alsace et le cas de Ludmila Varyguine ? C'est probable, mais on ne veut pas le confirmer de source française bien qu'on se déclare persuadé que « cette malheureuse affaire » trouvera rapidement une issue conforme, sinon à la bonne réputation de la DST du moins aux réclamations de l'Union soviétique.

En attendant la presse continue à apitoyer ses lecteurs sur le sort de

moral et matériel qui leur a été causé ».

Un dernier entretien avec M. Rykov ce samedi matin a mis au point final aux entretiens franco-soviétiques. M. Chirac devait ensuite donner une conférence de presse avant d'enregistrer dans l'après-midi une interview qui sera télévisée dans la soirée. Il devait consacrer son déjeuner à s'entretenir avec une cinquantaine de membres de l'intelligentsia, sans doute la partie de la société soviétique la plus favorable aux efforts de M. Gorbatchev. Parmi les invités à ce déjeuner, il y avait le compositeur Schukin, le chef d'orchestre Rodjensky, les peintres Nemoukhine, Birger, Steinberg, Kabakov, les metteurs en scène Tabakov, Rozovski, les écrivains Vaitmatov et Rybakov (dont le roman longtemps interdit en URSS, *Les Enfants de l'Arbat*, doit être publié prochainement en France chez Albin Michel) et Sergueï Zalyguine, le rédacteur en chef de la revue littéraire *Novy Mir*.

JACQUES AMALRIC et DOMINIQUE D'HOMBRES.

(1) M. Gorbatchev avait déjà exprimé la même idée dans son discours du 16 février devant le Forum international de Moscou (le Monde du 18 février).

M. Michel Perrin ambassadeur au Mali

M. Michel Perrin a été nommé ambassadeur de France à Bamako (Mali), a annoncé, le vendredi 15 mai, le ministère des affaires étrangères.

(Né le 28 août 1931, M. Perrin est licencié en droit et breveté de l'École nationale de la France d'outre-mer. Travaillant aux services outre-mer de 1958 à 1960, M. Perrin est consul adjoint à Tassafra de 1960 à 1962. Dénormé secrétaire à Saigon de 1962 à 1964, il devient premier secrétaire à ce même poste de 1964 à 1965. Attaché à l'administration centrale (1965-1967), puis au gouvernement militaire français de Berlin (1967-1973), il devient deuxième conseiller (1973-1975), puis chargé d'affaires ad interim (1975-1976) à Buenos-Aires. Chef de la division politique du gouvernement militaire français à Berlin (1976-1980), il retourne à l'administration centrale comme directeur adjoint à la direction Amériques de 1980 à 1983. Depuis juin 1983, il était ambassadeur à Quito.)

YOUGOSLAVIE : la rotation annuelle des dirigeants

M. Lazar Moïsov devient « président de la présidence »

BELGRADE
de notre correspondant

Conformément au principe dit de « rotation » ou de « mandat de un an » en vigueur en Yougoslavie, une série de dirigeants ont été remplacés, le vendredi 15 mai, ou sont en passe de l'être. C'est le cas du « président de la présidence de la Yougoslavie », poste occupé jusqu'à présent par M. Sman Hasani, représentant de la région autonome du Kosovo, de nationalité albanaise, qui a été remplacé par M. Lazar Moïsov, représentant de la République fédérale de Macédoine. Il sera pendant un an le « chef collectif » de l'État.

Né en 1920, de nationalité macédonienne, diplômé en droit, M. Moïsov a débuté sa carrière politique dans la République nazie, où il a occupé, de 1948 à 1951, les fonctions de procureur général. Il entra ensuite dans le journalisme (directeur de *Borba*, de Belgrade), puis entra dans la diplomatie. Ambassadeur à Vienne et à Moscou, ministre adjoint des affaires étrangères, représentant de la Yougoslavie à l'ONU, il fut président du Conseil de sécurité et président, de 1977 à 1978, de l'assemblée générale de l'Organisation internationale

nale. Après son retour de New-York, M. Moïsov fut élu président de la Ligue fédérale, puis devint ministre des affaires étrangères et, en 1984, dans la direction collégiale de l'État. Auteur de plusieurs ouvrages de politique internationale et de l'*Histoire du peuple macédonien*, polyglotte (il parle un excellent français), M. Moïsov est réputé pour l'accueil cordial qu'il accorde à ses visiteurs et le fléme quasi britannique dont il fait preuve en certaines circonstances, ce qui n'est pas précisément le cas de ses compatriotes. Il a une impressionnante capacité de travail et suit régulièrement la presse étrangère (il lit quotidiennement le *Monde*) et on ne lui connaît comme hobby que la philatélie.

Le système de rotation introduit dans la Constitution à la demande expresse de Tito pour empêcher une « bureaucratisation » du « sommet » de l'État et du parti suscite chaque année des perturbations considérables dans la classe politique. Le public, lui, est plutôt indifférent. Ainsi entend-on ces derniers temps des propositions de réforme, tendant au retour à l'élection d'un président de la République pour une période de quatre ans.

PAUL YANKOVITCH.

POLOGNE : après une vive protestation d'intellectuels contre les « insinuations » de M. Urban

Le porte-parole officiel fait un demi-pas en arrière

Varsovie (AFP). — Dix-huit intellectuels polonais de renom ont, dans une lettre ouverte, pris la défense de quatre de leurs collègues que le porte-parole du gouvernement de Varsovie, M. Jerzy Urban, a voulu impliquer dans l'affaire d'un diplomate américain accusé d'espionnage.

Dans ce document, parvenu à l'AFP, les signataires, parmi lesquels les écrivains Tadeusz Konwicki et Andrzej Kuniewicz, le compositeur Witold Lutoslawski, le nouveau président du club des intellectuels catholiques (KIK) de Varsovie, le professeur Andrzej Walicki, le cinéaste Andrzej Wajda, et cinq scientifiques de l'Académie

polonaise des sciences (PAN), reprochent à M. Urban d'avoir recouru à l'« insinuation » et à la « calomnie » contre des « personnes professant des opinions politiques différentes des siennes ».

Les signataires demandaient « réparation » pour les quatre personnes visées par M. Urban : le professeur Bronislaw Geremek, M. Janusz Onyszkiewicz, porte-parole de Solidarité, les professeurs Klemens Szaniawski, ancien recteur de l'université de Varsovie, et Magdalen Sokolowska, tous proches de l'opposition.

Le porte-parole du gouvernement avait affirmé que ces quatre per-

A l'aéroport de Varsovie

Dénouement rapide d'une prise d'otages

Un jeune homme qui exigeait un avion pour se rendre à Munich après avoir pris en otage les passagers d'un autobus de la compagnie aérienne polonaise LOT sur l'aéroport de Varsovie a été maîtrisé par la police en fin d'après-midi, le vendredi 15 mai. Au cours de l'assaut donné par les « Tigres », un groupe antiterroriste d'élite, une des grenades avec lesquelles le jeune homme menaçait les otages a explosé, blessant l'un d'eux. La vie de ce dernier ne serait pas en danger.

Une vingtaine de passagers de l'autobus avaient pu s'enfuir, et quatre autres avaient été libérés par l'auteur de la tentative de détournement. Selon l'un d'eux, le jeune homme ne semblait pas avoir de toutes ses facultés mentales. Il avait demandé que le pilote de l'avion soit celui qui avait ramené le pape Jean-Paul II de Pologne au Vatican en juin 1983. — (AFP).

Asie

FIDJI : alors que les putschistes montrent des signes de nervosité

L'impasse reste complète entre la junte et le gouverneur général

La situation restait, pour le moins, confuse dans l'archipel des Fidji, le samedi 16 mai, au lendemain du coup d'Etat rocambolesque du lieutenant-colonel Sitiveni Rabuka qui, faute d'avoir pu s'imposer totalement, commençait à montrer des signes de nervosité dans sa gestion de la crise. La junte, à laquelle s'est rallié l'ancien premier ministre, M. Ratu Sir Kamisese Mara, qui n'en paraît pas pour autant tout à son aise, s'est livrée vendredi à une démonstration de force en imposant à la presse une censure stricte qui revient à lui interdire de rapporter la situation : le *Fiji Times* et le *Fiji Sun*, les deux principaux journaux du pays, sont interdits, et leurs journalistes ont été évacués manu militari des locaux dans la soirée, en même temps que plusieurs correspondants étrangers dont on pensait, samedi, qu'ils risquaient d'être mis à bord du premier avion pour le monde extérieur. La radio d'Etat ne diffusait plus, samedi, que des faits divers locaux et de la musique.

Le rôle de l'ancien premier ministre

Aucun incident armé n'ayant été signalé, le chef des putschistes semblait graduellement devenir le maître de la situation intérieure, mais son problème principal demeure l'absence totale de reconnaissance extérieure de la part des « amis traditionnels » des Fidji, qu'il a appelés dans l'après-midi de vendredi, au cours d'une conférence de presse, à revenir sur leur condamnation du coup d'Etat. La population indienne, qui soutenait le gouvernement travailliste déposé, a commencé à faire preuve d'inquiétude comme en témoignait un ralentissement notable de l'activité économique qu'elle contrôle et des retraits bancaires massifs.

Les spéculations vont bon train sur le rôle joué dans l'affaire par l'ancien premier ministre, M. Mara, qui n'a pas formulé une seule déclaration depuis qu'on l'a vu, vendredi matin, se joindre au gouvernement des putschistes, où il décline le por-

tefeuille des affaires étrangères. Aucun gouvernement étranger ne semble avoir été en contact avec ce chef d'une diplomatie peu ordinaire, qui est accompagné dans cette aventure par sept des membres de son ancien cabinet. M. Mara pourrait avoir joué un rôle dans l'organisation du coup d'Etat, selon certains comptes rendus provenant de Suva, mais des parlementaires australiens qui se trouvaient à ses côtés lors du putsch jeudi matin ont rapporté l'avoir vu « ému » par l'affaire.

En dépit des circonstances embarrassantes de ce putsch, on commençait à Wellington, ainsi que l'a dit le premier ministre, M. David Lange, à envisager sérieusement l'éventualité de la formation d'une coalition permettant de réconcilier le gouvernement déposé et l'ancien premier ministre Mara comme seule issue à l'impasse. Des négociations en ce sens ne semblaient toutefois pas avoir encore démarré ce samedi.

Les milieux d'affaires étrangers, eux, nourrissent des craintes croissantes pour l'avenir de la situation économique de cet archipel paradisiaque dont une bonne partie des revenus provient du tourisme. En outre, un journal australien influent faisait remarquer vendredi, que cette affaire pourrait bien avoir une conséquence négative pour les pays qui, comme l'Australie, avaient exprimé un certain soutien aux indépendantistes canaques de Nouvelle-Calédonie. Ils « pourraient déjà regretter » cette position en raison de l'apparition croissante de facteurs d'instabilité dans le Pacifique sud.

F. D.

Proche-Orient

ISRAËL

M. Pérès défend aux Etats-Unis son projet de conférence internationale

Le ministre israélien des affaires étrangères, M. Shimon Pérès, est arrivé, le vendredi 15 mai, aux Etats-Unis pour une visite de trois jours, au cours de laquelle il s'est efforcé de sauver son plan de conférence internationale de paix sur le Proche-Orient. M. Pérès devait avoir deux entretiens pendant le week-end avec le secrétaire d'Etat, M. George Shultz, alors que Washington refuse de se prononcer dans le conflit qui oppose M. Pérès à son premier ministre, M. Itzhak Shamir, farouchement opposé à toute idée de conférence internationale.

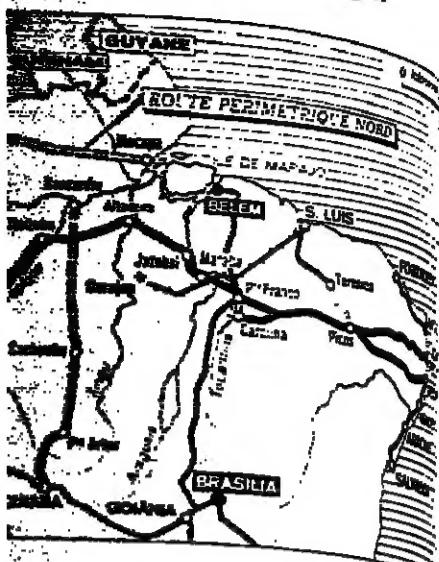
Selon le *New York Times* de vendredi, qui cite des sources gouvernementales israéliennes, M. Shamir a demandé au ministre des affaires étrangères d'envoyer un message aux ambassades israéliennes stipulant que M. Pérès n'avait aucun mandat concernant la conférence. Mais les services de M. Pérès ont, à la place de ce message, expédié un câble indiquant que cette idée était toujours valide, dans la mesure où aucun vote n'avait eu lieu à ce sujet au sein du cabinet.

M. Pérès a pourtant déclaré à New-York qu'il n'était pas venu « demander une intervention américaine dans la politique israélienne ». Il s'est livré à un plaidoyer en faveur de la coopération entre Israël et ses voisins arabes, dont la nécessité rend la paix encore plus urgente. Il a, enfin, affirmé que l'Egypte, la Jordanie, le Maroc et la Syrie se déterminent à « maintenir l'OLP à l'écart de la conférence internationale sur le Proche-Orient ».

Durant son séjour aux Etats-Unis, M. Pérès a essayé un nouveau revers sur la scène intérieure israélienne. Ses chances de provoquer des élections anticipées s'amenuisent avec le ralliement du rabbin intégriste Itzhak Peretz à M. Shamir. M. Peretz dirige le parti orthodoxe sépharade Chas, qui dispose de quatre sièges à la Knesset (Parlement israélien). M. Pérès pourrait actuellement compter sur cinquante-neuf sièges, la majorité absolue de soixante et un étant indispensable pour obtenir la chute du gouvernement. Le rabbin Peretz réintègre, en qualité de ministre de l'Intérieur, le gouvernement qu'il avait quitté en janvier dernier, pour avoir refusé de reconnaître comme juif un immigrant américain converti par un rabbin réformiste. Selon la radio israélienne, M. Shamir s'est engagé à soutenir la législation restrictive demandée par le rabbin Peretz sur la question de savoir qui a le droit de se dire juif.

Enfin, selon un sondage publié vendredi par le quotidien israélien *Yedioth Aharonoth*, 52 % des Israéliens sont favorables à une conférence internationale sur le Proche-Orient qui déboucherait sur des négociations directes avec la Jordanie : 42 % y sont opposés et 5 % sont indécis. En revanche, une large majorité d'Israéliens estiment que l'impasse politique actuelle sur cette question ne justifie pas des élections anticipées (59 % contre 37 %) et demeurent favorables à la poursuite de la « cohabitation » entre les 64 % de MM. Pérès et Shamir (64 % contre 34 %). — (AFP, Reuters.)

es relent de scandale ants blancs



d'offres aux entreprises de transport intéressées par le chantier. Un délégué à l'avance qu'il serait le premier à se présenter. Il se fit sous la forme d'un journal où les initiales de ses amis étaient indiquées à côté des numéros de téléphone. Plusieurs journaux ont officiellement des résultats.

Quand le scandale a éclaté, le Parlement s'est emparé aussitôt de la question des transports à public. Le point embarrassé et la présidence du Sénat ont été les résultats de l'opération. On se croirait reportage du jour quand il s'agit d'un simple député.

On se croirait reportage du jour quand il s'agit d'un simple député. On se croirait reportage du jour quand il s'agit d'un simple député. On se croirait reportage du jour quand il s'agit d'un simple député.

CHARLES VANE

blée de l'Institut international de à Montevideo

nielle Mitterrand invite les specter les mots et les images

« Dans une allocution devant la 36^e assemblée de l'Institut international de droit (IID), qui a terminé vendredi 15 mai, le président de la République a évoqué le rôle de la loi dans la détermination des droits et des devoirs des citoyens. En ces temps de crise, il a souligné l'importance de la loi pour garantir la liberté et la justice. Il a également évoqué le rôle de la loi dans la construction d'une société plus juste et plus équitable. Il a enfin souligné l'importance de la loi dans la protection de l'environnement et de la santé humaine. Il a conclu en disant que la loi est le fondement de toute société civilisée et que nous devons tous nous efforcer de la respecter et de l'appliquer. »

M. Mitterrand, Président de la République Française, a été reçu à Montevideo par le Président de l'Institut international de droit, l'Argentin Adolfo...

jet de loi militaires

« Quel est le rôle de la loi ? C'est une question qui se pose à tous les moments de notre existence. La loi est le cadre dans lequel nous évoluons. Elle nous protège et nous guide. Elle est le fondement de toute société civilisée. Nous devons tous nous efforcer de la respecter et de l'appliquer. »

« La loi est le fondement de toute société civilisée. Nous devons tous nous efforcer de la respecter et de l'appliquer. »

CHINE

L'incendie dans le Nord-Est n'est toujours pas maîtrisé

Pékin (AFP). — 34 000 soldats continuent de combattre, dans le Nord-Est chinois, le plus grave incendie de forêt de l'histoire de la Chine populaire, qui fait rage depuis onze jours (le *Monde* daté 10-11 mai) et continuant de se développer dans plusieurs directions, à l'ouest, le samedi 16 mai, l'agence Chine nouvelle. Le commandement militaire de Shenyang a également mobilisé 150 avions pour tenter de contenir cet incendie, qui a fait 162 morts dans la zone sinistrée, située dans la province de Heilongjiang, près de la frontière soviétique. L'immense brasier, qui a fait environ 50 000 sans-abri, continue de progresser en direction de l'est sur plusieurs fronts, dont le plus vaste est large de 22 kilomètres. A l'ouest, l'incendie a été réduit à des foyers de quelques kilomètres. Les communications téléphoniques, de même que le trafic ferroviaire, ont été rétablis dans toutes les zones sinistrées, affirme l'agence. Cet incendie a ravagé près de 550 000 hectares de terres, dont 330 000 hectares de forêt, et causé des dommages de plus de 400 millions de yuans (108 millions de dollars), selon des estimations publiées vendredi.

Pékin dément des rumeurs d'accrochages armés avec des troupes indiennes

La Chine a démenti, le vendredi 15 mai, des informations faisant état d'accrochages entre soldats chinois et indiens les jours précédents sur la frontière commune aux deux pays, que Pékin avait accusé New-Delhi d'avoir violé à plusieurs reprises récemment. Un porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères a déclaré que ces informations étaient fausses. Il a souligné que les deux pays ont maintenu la paix et la coopération le long de leur frontière commune. Il a également souligné que la Chine a toujours été prête à résoudre les différends par la voie diplomatique.

Le ministre indien des affaires étrangères, M. Narain Dutt Tiwari, a annoncé, vendredi également, qu'il se rendrait en Chine à la mi-juin afin de discuter du contentieux frontalier entre les deux pays, en suspens depuis le conflit sino-indien de 1962.

Afrique

MOZAMBIQUE

Sept étrangers enlevés par la guérilla

Sept étrangers, de nationalité zimbabwéenne, américaine et australienne, travaillant pour des organisations caritatives, ont été enlevés, le mercredi 13 mai, à une quinzaine de kilomètres à l'est de Gondola (centre du Mozambique), probablement par des combattants de la RNM (Résistance nationale du Mozambique, opposition armée au régime de Maputo). Ce groupe, composé de six adultes et d'un enfant, travaillait à un projet de développement agricole et d'aide médicale dans une ferme située sur le « couloir de Beira », à mi-chemin entre le port mozambicain et la frontière zimbabwéenne. La ferme a été incendiée, mercredi, par un groupe de combattants qui, après avoir pillé la maison, a commenté ces sept personnes (M^{lle} Kindra Bryan, Philip et Victoria Cooper, ainsi que leur bébé, Abigail, M^{lle} Joan Goodman, Patricia et Roy Perkins) qui sont membres des organisations caritatives Youth With a Mission, Shiloh Shalom et Mission to Mozambique. — (AFP.)

« RÉPUBLIQUE SUD-AFRICAINE : expulsion d'un journaliste américain. — Les autorités sud-africaines ont décidé de ne pas renouveler le permis de travail du correspondant de l'hebdomadaire américain *Business Week*, Steve Musson, ce qui revient à l'expulser. Cette décision intervient au lendemain d'une mesure similaire prise à l'encontre de deux journalistes britanniques (le *Monde* du 18 mai). — (AFP, Reuters.)

(Publicité)
Leçon de clôture de l'année universitaire LUNDI 25 MAI 1987 à 20 h 30
Barbie, Bardèche, Vergès, Le Pen et quelques autres.
LE RETOUR DES FANTOMES par Bernard-Henri Lévy
AU CENTRE RACHI
30, bd de Port-Royal, 75005 PARIS
Tél. 43-31-75-47 P.A.F.

44.900^F ma première Supercinq.



NOUVELLE SUPERCINQ FIVE C'est ma première Supercinq. Elle m'a conquis. Premiers baisers, premier voyage, j'aime cette facilité ; avec 143 km/h sur circuit, une vignette de 4 cv seulement et une faible consommation, c'est un bon départ. Nouvelle calandre et nouveaux sièges, elle vaut 44 900 F en version 3 portes et mes amis en sont jaloux. Modèle présenté : Renault Supercinq Five 3 portes. Tarif avril 87. Consommations UTAC : 4,5 L à 90 km/h, 6,1 L à 120 km/h et 5,8 L en ville. Existe également en version 5 portes Diac : votre financement. RENAULT partenaire eif

la vie ça roule en Supercinq



Le procès de Klaus Barbie

La brutalité ordinaire, un jeudi saint, à Izieu

LYON
de notre envoyé spécial

Dans une France sollicitée à bon droit par d'autres sujets d'actualité, le procès de Klaus Barbie ne saurait avoir pour tout le monde la première place. Et, dans une société où le spectateur ordinaire a l'habitude de la réflexion, l'absence de résonance ne pouvait que contribuer à une démobilité.

Il faut bien constater que, vendredi 15 mai, au moment même où l'on entrait enfin dans l'examen des charges portées contre Klaus Barbie, avec la présentation des premiers faits reprochés - la rafle à l'Union générale des israélites de France, le 9 février 1943, et l'opération maigre, le 6 avril 1944, la maison des enfants juifs d'Izieu, c'est devant une salle bien clouée que le président André Cerdini a livré les éléments apportés sur ces deux affaires par l'instruction.

La manœuvre dont il a procédé n'est assurément point critique. Faute de pouvoir questionner Barbie, de recevoir ses réponses, de relever les objections qui auraient pu y être faites, le magistrat en était obligé. On assistait à une présentation objective. On assistait à un procès, mais sûrement pas encore à ce procès aux ambitions historiques.

Celui-ci ne pourra les accomplir qu'un jour - mais viendra-t-il ?

exact des personnes arrêtées. Il est signé : « Le chef du commando par ordre, Klaus Barbie ».

Ce document a été présenté à Barbie le 30 mars 1983. Il y a alors reconnu sa signature donnée « pour ordre », le chef étant absent. On lui a fait observer qu'il n'y avait dans cette relation aucune référence à un ordre venu de Paris. Il a tergiversé plus ou moins. Que le document porte sa signature, c'est possible, mais il n'en est pas certain. Cette pièce, produite par le Centre de documentation juive contemporaine, une institution privée, lui est apparue suspecte. Tout comme un télégramme adressé, lui aussi, à Paris, sur le même sujet, complétant le premier et faisant savoir que « les juifs arrêtés ont été, bien entendu, gardés par les Allemands » et seront acheminés « sur les camps appropriés ».

Précisons au passage que ces documents sont toujours les documents reçus à Paris, les textes parés de Lyon ayant été tous détruits, soit dans le bombardement allié du 26 mai 1944, qui endommagea le siège du SD de Lyon, soit avant le départ des gens de ce même SD, à la fin d'août 1944. Il y a encore un autre télégramme du 15 février 1943, celui-là fait état de deux évènements, en mentionnant au passage que, la prison de Montluc étant surpeuplée, les juifs rafles rue Sainte-Catherine avaient été conduits au fort Lamothie, « gardés par la Wehrmacht ». Il est, lui aussi, signé Barbie, qui, successivement, a reconnu sa signature, pour dire ensuite qu'il pouvait être le signataire et pour, finalement, le nier.

Pour sa part, Helmut Knochen, qui vit aujourd'hui en Allemagne, après avoir été jugé à Paris, condamné à mort, gracié puis libéré, a certifié que les textes qu'on lui présentait et dont il était à l'époque le destinataire lui paraissent effectivement être des pièces authentiques.

Mains propres
- mains sales

La dramatique opération d'Izieu se présente sous des données complexes. Elle se déroule le 6 avril 1944. C'était le jeudi saint. Cette maison avait été installée depuis le fin mars 1943 par M^{re} Zlatin pour s'occuper des enfants juifs sans parents.

Ce fut rapide et brutal. A bord de camions réquisitionnés chez un entrepreneur de Belfort dans l'Ain, des soldats en armes sont arrivés. Quarante-quatre enfants de cinq à dix-sept ans ont été embarqués avec la brutalité ordinaire. Un des camions allait tomber en panne, un peu plus loin, ce qui devait permettre de sauver un des garçons, reconnu par ses parents et dont ses ravisseurs s'aperçurent qu'il ne s'agissait pas d'un juif. Les autres seront, après un passage dans les locaux du SIPO-SD de Lyon, envoyés à Drancy et, de là, à Auschwitz. Il n'y aura qu'une rescapée, M^{lle} Lea Feldblum.

Cette fois encore, un télégramme de Lyon vers Paris le jour même à 20 h 10. Il expose brièvement les faits avec cette notation : « Il n'a pas été possible de saisir de l'argent liquide ni des objets précieux... » Et cette conclusion : « L'acheminement sur Drancy se fera dans les plus brefs délais ». Le tout est signé : « Par ordre K. Barbie. Obersturmführer SS » (nous avons donné le texte complet de ce télégramme du Monde du 12 mai).

Ce document est la clé de voûte de l'accusation, la référence aussi des parties civiles pour cette affaire d'Izieu. Comme il était normal, on le présente à chacun, et bien sûr à M^{re} Vergès. Ce fut l'occasion d'un incident déplorable. M^{re} Klarsfeld ayant, maladroitement, cru de son devoir de faire observer que le défendeur de Barbie, contestant l'authenticité de cette pièce, pouvait, l'ayant entre ses mains, la détruire.

M^{re} François La Phoung fut le premier à condamner une attitude si malvenue, se sentant bien le parti qui ne pouvait manquer d'en tirer M^{re} Vergès. Et le bâtonnier Bernard du Granrut trouva à son tour les mots qui convenaient pour ramener à la sagesse et aux bons usages de sa profession.

Passé cet écart inutile, où il fut question de mains propres et de mains sales, on reprit le cours des choses. La contestation par Klaus Barbie de l'authenticité du télégramme concernant Izieu est fondée sur cinq points : il ne porte pas sa signature manuscrite, ce qui est un fait. On n'y trouve point la mention « pour ordre ». Il est écrit au dos d'une carte représentant une file anglaise. Le 6 avril 1944, il assure qu'il n'était pas à Lyon, mais dans le Jura, pour une opération contre les maquis. Enfin, le tampon dateur portant la mention « 6 avril 1944 » est en français, et non en allemand : « 6 April 1944 ».

A cela, il est répondu que ce même document fut produit et admis pour authentique devant le tribunal militaire international de Nuremberg. Le représentant français, qui était alors M. Edgar Faure, en a même donné lecture, comme en fait foi le compte rendu sténographique au tome VII, page 49. Il est vrai que la signature ne fut pas lue. Quant aux cartes anglaises, il a été démontré que les Allemands, qui les avaient établies en 1940, lorsque Hitler envisageait un débarquement en Grande-Bretagne, les ont par la suite utilisées en maintes occasions dans leurs services administratifs, en raison de la pénurie de papier. Le tampon dateur français ? Les Allemands en ont fait usage bien des fois. Barbie dans le Jura le 6 avril 1944 ? Le juge d'instruction a trouvé, signé de lui et établi à Lyon ce jour-là, un laissez-passer délivré à un ressortissant français.

M^{re} Libmann, qui est, avec M^{re} Klarsfeld, l'avocat des familles parties civiles dans l'affaire d'Izieu, a relevé, bien sûr, que si le 21 décembre 1983 Barbie a pu déclarer tout ignorer du village d'Izieu, n'avait aucun souvenir de ce qui avait pu s'y passer, onze mois plus tôt, le 24 février 1983, il déclarait dans un autre procès-verbal : « C'est mon subordonné Wenzel qui avait reçu d'Eichmann l'ordre de

dissoudre ce camp. Il est possible que j'aie eu connaissance du résultat et que j'aie rendu compte à mes chefs. Mais je n'ai eu aucune responsabilité dans cette opération ».

M^{re} Vergès allait-il engager le combat, entreprendre cette démonstration tant annoncée de l'existence d'une faute ? Nullement. « Ce n'est pas le moment », a-t-il dit, de commenter ni de plaider. Lorsque nous aurons tous les éléments, que les témoins seront venus, nous ferons alors valoir chacun nos moyens. » Autrement dit : rendez-vous au jour de ma plaidoirie.

Ainsi s'est achevée cette première semaine. Elle laisse une impression mitigée. Sans doute, l'enjeu était-il trop lourd. On sent, du côté des parties civiles, des divisions. Elles se sont d'ailleurs fortement affichées vendredi 15 mai en début de journée. Parmi les victimes parties civiles, beaucoup n'ont pas compris que le président Cerdini n'ait pas usé du pouvoir que lui donne l'article 320 du code de procédure pénale d'obliger Klaus Barbie à comparaître par la force. Du coup, M^{re} Paul

disait, est encore dans sa partie absente. En quoi, peuvent se demander certains, convenait-il de le faire, alors que nous sommes aujourd'hui les alliés de l'Allemagne ? A l'opposé, les parties civiles qui ont souffert peuvent, à bon droit, s'irriter d'un débat que l'on est obligé de faire sans Klaus Barbie. Mais en vérité, à quel bon Barbie dans le box ? Quel avantage d'avoir un muet que nous ne pourrions pas obliger à parler de toute façon. Peut-être un jour, pour une confrontation particulière, conviendrait-il de l'amener. Mais que verra-t-on alors ? Un vieillard porté sur une chaise par des policiers. Je ne veux pas, moi, qu'il puisse user d'un tel spectacle pour apparaître en martyr. Nous allons bientôt entrer dans la phase poignante de cette affaire avec le témoignage des humbles et des isolés. Alors, tout le monde verra et comprendra qu'à un moment de l'histoire il a été décidé qu'un homme n'était pas l'égal d'une autre homme.

M^{re} Jacques Vergès ne manqua pas de sauter sur l'occasion. Jamais on ne l'avait entendu autant proclamer, célébrer les mérites et les traditions séculaires de la France, de ses principes et de son droit. Et cela

Les parties civiles
divisées

... ET CEUX QUI N'EN ONT PAS.



pour conclure malgré tout : « Si la force était employée pour amener ici mon client, la défense devrait aviser des mesures qu'elle aurait à prendre pour faire face à une telle indignité. » C'était une façon comme une autre de laisser comprendre que, si l'on devait amener Barbie par la force, on risquait que ce soit un Barbie sans avocat.

Finalement, le président Cerdini a décidé que la demande qui lui était faite de faire venir l'accusé par la force ne paraissait pas justifiée, « dans les circonstances présentes », son absence ne portant pas atteinte à l'ordre public judiciaire, ni à la manifestation de la vérité, ni aux intérêts des parties civiles demanderes.

On peut toujours en inférer que « les circonstances présentes », autrement dit celles du 15 mai 1987, pourraient apparaître différentes un jour ou l'autre.

JEAN-MARC THEOLLEIRE.

« Fais ta valise, coco ! »

LYON
de notre envoyé spécial

Mais où sont-ils passés ? Depuis jeudi 14 mai, des bataillons entiers de journalistes se volatilisent. Ils étaient quatre cents, lundi, à se préparer pour assister au procès Barbie, du Star (Grande-Bretagne). L'indépendant, Margaret Thatcher a provoqué des élections générales pour juin. Je ne suis plus qu'en page 413 Farewell...

Les Français
stoliques

D'ailleurs, tous les Britanniques s'agitent - mais où ! - seul le BBC. Le futur, en revanche, vendredi, Lady Diana et le prince Charles, a déstabilisé le procès Barbie. Le centre de presse, remarquablement organisé par la Ville de Lyon, assés, n'arrivait à des bye-bye pressés. « Allé, on file », cria Dirk Houben à l'époque de télévision de l'ITV. Beaucoup de Français restent stoliques. Mais une pellette d'entre eux ont sauté dans un chariot pour suivre Jacques Chirac à Moscou. « Tu vois, fais remarquer Arun Ursel, du quotidien Hürriyet (Turquie), il y a de nombreux journalistes turcs à Cannes. Je

que Vergès, on ne comptabilisait plus que soixante-huit confrères dans la prétoire soudain trop grand. Le procès, le vrai procès de Barbie ne fait pas recette. Pis, « l'héroïne fait un bide », constate un grand chroniqueur judiciaire. « Je file en Roumanie pour un reportage, lance John Beattie, du Star (Grande-Bretagne). L'indépendant, Margaret Thatcher a provoqué des élections générales pour juin. Je ne suis plus qu'en page 413 Farewell...

Mais où sont-ils passés ? Depuis jeudi 14 mai, des bataillons entiers de journalistes se volatilisent. Ils étaient quatre cents, lundi, à se préparer pour assister au procès Barbie, du Star (Grande-Bretagne). L'indépendant, Margaret Thatcher a provoqué des élections générales pour juin. Je ne suis plus qu'en page 413 Farewell...

« Pourvu que le procès Barbie ne se transforme pas en prix Goncourt ! » Mercredi, le coup de théâtre de l'accusé refusant de comparaître plus avant, a donné le signal du départ.

« Moi, c'était l'ami Klaus qui m'intéressait. Je ramblais. » Et le correspondant de la Presse (Canada) de débrancher illico son micro-ordinateur et tout son matériel. So long... Chacun ses raisons. Les techniciens des trois réseaux américains ont été dans la désordre, prenant d'assaut les TOV pour Paris, efflués à l'idée que le méchant Krauski reploque, jeudi, la douce France dans une horrible grive SNCF comme en décembre et en janvier. Ses yeux l'ont...

Klaus Barbie, « Senor Altman », a attiré huit cents journalistes et techniciens à Lyon. Vendredi, à 18 heures, entre deux répliques vinaigrées échangées par M^{re} Sergio Klarsfeld et Jac-

ques Vergès, on ne comptabilisait plus que soixante-huit confrères dans la prétoire soudain trop grand. Le procès, le vrai procès de Barbie ne fait pas recette. Pis, « l'héroïne fait un bide », constate un grand chroniqueur judiciaire. « Je file en Roumanie pour un reportage, lance John Beattie, du Star (Grande-Bretagne). L'indépendant, Margaret Thatcher a provoqué des élections générales pour juin. Je ne suis plus qu'en page 413 Farewell...

Mais où sont-ils passés ? Depuis jeudi 14 mai, des bataillons entiers de journalistes se volatilisent. Ils étaient quatre cents, lundi, à se préparer pour assister au procès Barbie, du Star (Grande-Bretagne). L'indépendant, Margaret Thatcher a provoqué des élections générales pour juin. Je ne suis plus qu'en page 413 Farewell...

« Pourvu que le procès Barbie ne se transforme pas en prix Goncourt ! » Mercredi, le coup de théâtre de l'accusé refusant de comparaître plus avant, a donné le signal du départ.

« Moi, c'était l'ami Klaus qui m'intéressait. Je ramblais. » Et le correspondant de la Presse (Canada) de débrancher illico son micro-ordinateur et tout son matériel. So long... Chacun ses raisons. Les techniciens des trois réseaux américains ont été dans la désordre, prenant d'assaut les TOV pour Paris, efflués à l'idée que le méchant Krauski reploque, jeudi, la douce France dans une horrible grive SNCF comme en décembre et en janvier. Ses yeux l'ont...

Klaus Barbie, « Senor Altman », a attiré huit cents journalistes et techniciens à Lyon. Vendredi, à 18 heures, entre deux répliques vinaigrées échangées par M^{re} Sergio Klarsfeld et Jac-

ques Vergès, on ne comptabilisait plus que soixante-huit confrères dans la prétoire soudain trop grand. Le procès, le vrai procès de Barbie ne fait pas recette. Pis, « l'héroïne fait un bide », constate un grand chroniqueur judiciaire. « Je file en Roumanie pour un reportage, lance John Beattie, du Star (Grande-Bretagne). L'indépendant, Margaret Thatcher a provoqué des élections générales pour juin. Je ne suis plus qu'en page 413 Farewell...

Mais où sont-ils passés ? Depuis jeudi 14 mai, des bataillons entiers de journalistes se volatilisent. Ils étaient quatre cents, lundi, à se préparer pour assister au procès Barbie, du Star (Grande-Bretagne). L'indépendant, Margaret Thatcher a provoqué des élections générales pour juin. Je ne suis plus qu'en page 413 Farewell...

« Pourvu que le procès Barbie ne se transforme pas en prix Goncourt ! » Mercredi, le coup de théâtre de l'accusé refusant de comparaître plus avant, a donné le signal du départ.

« Moi, c'était l'ami Klaus qui m'intéressait. Je ramblais. » Et le correspondant de la Presse (Canada) de débrancher illico son micro-ordinateur et tout son matériel. So long... Chacun ses raisons. Les techniciens des trois réseaux américains ont été dans la désordre, prenant d'assaut les TOV pour Paris, efflués à l'idée que le méchant Krauski reploque, jeudi, la douce France dans une horrible grive SNCF comme en décembre et en janvier. Ses yeux l'ont...

Klaus Barbie, « Senor Altman », a attiré huit cents journalistes et techniciens à Lyon. Vendredi, à 18 heures, entre deux répliques vinaigrées échangées par M^{re} Sergio Klarsfeld et Jac-

ques Vergès, on ne comptabilisait plus que soixante-huit confrères dans la prétoire soudain trop grand. Le procès, le vrai procès de Barbie ne fait pas recette. Pis, « l'héroïne fait un bide », constate un grand chroniqueur judiciaire. « Je file en Roumanie pour un reportage, lance John Beattie, du Star (Grande-Bretagne). L'indépendant, Margaret Thatcher a provoqué des élections générales pour juin. Je ne suis plus qu'en page 413 Farewell...

Mais où sont-ils passés ? Depuis jeudi 14 mai, des bataillons entiers de journalistes se volatilisent. Ils étaient quatre cents, lundi, à se préparer pour assister au procès Barbie, du Star (Grande-Bretagne). L'indépendant, Margaret Thatcher a provoqué des élections générales pour juin. Je ne suis plus qu'en page 413 Farewell...

« Pourvu que le procès Barbie ne se transforme pas en prix Goncourt ! » Mercredi, le coup de théâtre de l'accusé refusant de comparaître plus avant, a donné le signal du départ.

« Moi, c'était l'ami Klaus qui m'intéressait. Je ramblais. » Et le correspondant de la Presse (Canada) de débrancher illico son micro-ordinateur et tout son matériel. So long... Chacun ses raisons. Les techniciens des trois réseaux américains ont été dans la désordre, prenant d'assaut les TOV pour Paris, efflués à l'idée que le méchant Krauski reploque, jeudi, la douce France dans une horrible grive SNCF comme en décembre et en janvier. Ses yeux l'ont...

Klaus Barbie, « Senor Altman », a attiré huit cents journalistes et techniciens à Lyon. Vendredi, à 18 heures, entre deux répliques vinaigrées échangées par M^{re} Sergio Klarsfeld et Jac-

ques Vergès, on ne comptabilisait plus que soixante-huit confrères dans la prétoire soudain trop grand. Le procès, le vrai procès de Barbie ne fait pas recette. Pis, « l'héroïne fait un bide », constate un grand chroniqueur judiciaire. « Je file en Roumanie pour un reportage, lance John Beattie, du Star (Grande-Bretagne). L'indépendant, Margaret Thatcher a provoqué des élections générales pour juin. Je ne suis plus qu'en page 413 Farewell...

Mais où sont-ils passés ? Depuis jeudi 14 mai, des bataillons entiers de journalistes se volatilisent. Ils étaient quatre cents, lundi, à se préparer pour assister au procès Barbie, du Star (Grande-Bretagne). L'indépendant, Margaret Thatcher a provoqué des élections générales pour juin. Je ne suis plus qu'en page 413 Farewell...

« Pourvu que le procès Barbie ne se transforme pas en prix Goncourt ! » Mercredi, le coup de théâtre de l'accusé refusant de comparaître plus avant, a donné le signal du départ.

« Moi, c'était l'ami Klaus qui m'intéressait. Je ramblais. » Et le correspondant de la Presse (Canada) de débrancher illico son micro-ordinateur et tout son matériel. So long... Chacun ses raisons. Les techniciens des trois réseaux américains ont été dans la désordre, prenant d'assaut les TOV pour Paris, efflués à l'idée que le méchant Krauski reploque, jeudi, la douce France dans une horrible grive SNCF comme en décembre et en janvier. Ses yeux l'ont...

Klaus Barbie, « Senor Altman », a attiré huit cents journalistes et techniciens à Lyon. Vendredi, à 18 heures, entre deux répliques vinaigrées échangées par M^{re} Sergio Klarsfeld et Jac-



où l'on pourra ressentir dans le présent les réalités de ce qui fut l'Occupation, les engorgements et les épreuves de ceux qui en furent les victimes et, tout autant, la superbe de ceux qui, alors, tenaient le haut du pavé. Allemands ou non, affichant les conceptions et l'idéologie de « ordre nouveau », au nom duquel on justifiait le pire. Pour cela, il reste à compter sur les témoins de ces temps de malheur.

On n'en est pas là. Certes, M. Cerdini, en exposant l'histoire de l'organisation de la police allemande, en distinguant, comme il devait le faire, la SIPO, police de sûreté et branche de la police de l'État allemand, du SD, service de sûreté et organe du Parti national-socialiste, qui, au fil des ans, de 1934 à 1939, seront confondus, a été didactique.

Mais il est sûr que, dans sa bouche, ces noms-là ne pouvaient avoir la résonance qu'ils gardent pour ceux qui eurent affaire à ces mêmes policiers. Les noms qu'il a pu faire apparaître - que ce soit celui de Heydrich ou celui de Kaltenbrunner, chefs successifs à Berlin du RSHA, chef central de la sécurité du Reich - ne sauraient évoquer aujourd'hui pour ceux qui les entendent ni pour la première fois, ce qu'ils évoquent pour les plus anciens.

Subalterne
et chef

Dans cette hiérarchie, Klaus Barbie à Lyon, où il arrive en novembre 1942, n'est évidemment qu'un subalterne, d'ont un Heydrich, un Kaltenbrunner ou même un Eichmann - chefs à Berlin de la section IV B du RSHA - ont sans doute ignoré l'existence. A son rang, le troisième, au sein de l'Einsatzkommando de Lyon, il est chargé de la section IV, qui a pour mission la répression des crimes et délits politiques, ainsi que de la section VI, celle du renseignement et, par voie de conséquence, celle qui reçoit les dénonciations. Cependant, la section IV, celle dont il s'occupe personnellement, comporte des sous-sections, dont une sous-section B chargée de la lutte antijuive.

Qu'en est-il en réalité ? Déjà à ce stade, M^{re} Immanuel, partie civile au nom de la FNDIRP, a relevé que, dans un procès-verbal du 2 juin

1986, Barbie a dit : « J'étais le véritable chef du SD de Lyon. » Ce rappel n'a pas paru troubler M^{re} Vergès : « Je pense, dit-il, que lorsque Klaus Barbie dit cela, il signifie simplement qu'il était le chef du renseignement, étant chargé précédemment d'une police de renseignement. D'autre part, quand il arrive, en novembre 1942, l'Einsatzkommando de Lyon n'est pas encore installé. Il ne le sera qu'en mars 1943. Enfin, il a bien indiqué, pour certaines opérations, que c'était des groupes spéciaux, des Sonderkommandos, qui étaient envoyés de Paris ».

Pourtant, rétorquera aussitôt M^{re} Klarsfeld, c'est bien un rapport de lui, du 11 février 1943, qui rend compte à Paris de la rafle effectuée l'avant-veille, le 9 février, à l'Union générale des israélites de France.

Effectivement, il y a là un débat », admet M^{re} Vergès, qui entend pour sa part le réserver pour sa plaidoirie finale.

La question sera donc de savoir si la sous-section IV B, chargée de la lutte antijuive, était autonome, comme le prétend Barbie, ou si elle se trouvait sous son autorité. Ses déclarations à l'instruction sur le sujet ont été diverses. « Les affaires juives », a-t-il déclaré le 24 février 1983, dépendaient directement des commandants de région. C'est Eichmann lui-même qui envoyait des gens. Moi, je n'avais rien à voir avec ces opérations et pas davantage avec

exact des personnes arrêtées. Il est signé : « Le chef du commando par ordre, Klaus Barbie ».

Ce document a été présenté à Barbie le 30 mars 1983. Il y a alors reconnu sa signature donnée « pour ordre », le chef étant absent. On lui a fait observer qu'il n'y avait dans cette relation aucune référence à un ordre venu de Paris. Il a tergiversé plus ou moins. Que le document porte sa signature, c'est possible, mais il n'en est pas certain. Cette pièce, produite par le Centre de documentation juive contemporaine, une institution privée, lui est apparue suspecte. Tout comme un télégramme adressé, lui aussi, à Paris, sur le même sujet, complétant le premier et faisant savoir que « les juifs arrêtés ont été, bien entendu, gardés par les Allemands » et seront acheminés « sur les camps appropriés ».

Précisons au passage que ces documents sont toujours les documents reçus à Paris, les textes parés de Lyon ayant été tous détruits, soit dans le bombardement allié du 26 mai 1944, qui endommagea le siège du SD de Lyon, soit avant le départ des gens de ce même SD, à la fin d'août 1944. Il y a encore un autre télégramme du 15 février 1943, celui-là fait état de deux évènements, en mentionnant au passage que, la prison de Montluc étant surpeuplée, les juifs rafles rue Sainte-Catherine avaient été conduits au fort Lamothie, « gardés par la Wehrmacht ». Il est, lui aussi, signé Barbie, qui, successivement, a reconnu sa signature, pour dire ensuite qu'il pouvait être le signataire et pour, finalement, le nier.

Pour sa part, Helmut Knochen, qui vit aujourd'hui en Allemagne, après avoir été jugé à Paris, condamné à mort, gracié puis libéré, a certifié que les textes qu'on lui présentait et dont il était à l'époque le destinataire lui paraissent effectivement être des pièces authentiques.

Mains propres
- mains sales

La dramatique opération d'Izieu se présente sous des données complexes. Elle se déroule le 6 avril 1944. C'était le jeudi saint. Cette maison avait été installée depuis le fin mars 1943 par M^{re} Zlatin pour s'occuper des enfants juifs sans parents.

Ce fut rapide et brutal. A bord de camions réquisitionnés chez un entrepreneur de Belfort dans l'Ain, des soldats en armes sont arrivés. Quarante-quatre enfants de cinq à dix-sept ans ont été embarqués avec la brutalité ordinaire. Un des camions allait tomber en panne, un peu plus loin, ce qui devait permettre de sauver un des garçons, reconnu par ses parents et dont ses ravisseurs s'aperçurent qu'il ne s'agissait pas d'un juif. Les autres seront, après un passage dans les locaux du SIPO-SD de Lyon, envoyés à Drancy et, de là, à Auschwitz. Il n'y aura qu'une rescapée, M^{lle} Lea Feldblum.

Cette fois encore, un télégramme de Lyon vers Paris le jour même à 20 h 10. Il expose brièvement les faits avec cette notation : « Il n'a pas été possible de saisir de l'argent liquide ni des objets précieux... » Et cette conclusion : « L'acheminement sur Drancy se fera dans les plus brefs délais ». Le tout est signé : « Par ordre K. Barbie. Obersturmführer SS » (nous avons donné le texte complet de ce télégramme du Monde du 12 mai).

Ce document est la clé de voûte de l'accusation, la référence aussi des parties civiles pour cette affaire d'Izieu. Comme il était normal, on le présente à chacun, et bien sûr à M^{re} Vergès. Ce fut l'occasion d'un incident déplorable. M^{re} Klarsfeld ayant, maladroitement, cru de son devoir de faire observer que le défendeur de Barbie, contestant l'authenticité de cette pièce, pouvait, l'ayant entre ses mains, la détruire.

M^{re} François La Phoung fut le premier à condamner une attitude si malvenue, se sentant bien le parti qui ne pouvait manquer d'en tirer M^{re} Vergès. Et le bâtonnier Bernard du Granrut trouva à son tour les mots qui convenaient pour ramener à la sagesse et aux bons usages de sa profession.

Passé cet écart inutile, où il fut question de mains propres et de mains sales, on reprit le cours des choses. La contestation par Klaus Barbie de l'authenticité du télégramme concernant Izieu est fondée sur cinq points : il ne porte pas sa signature manuscrite, ce qui est un fait. On n'y trouve point la mention « pour ordre ». Il est écrit au dos d'une carte représentant une file anglaise. Le 6 avril 1944, il assure qu'il n'était pas à Lyon, mais dans le Jura, pour une opération contre les maquis. Enfin, le tampon dateur portant la mention « 6 avril 1944 » est en français, et non en allemand : « 6 April 1944 ».

A cela, il est répondu que ce même document fut produit et admis pour authentique devant le tribunal militaire international de Nuremberg. Le représentant français, qui était alors M. Edgar Faure, en a même donné lecture, comme en fait foi le compte rendu sténographique au tome VII, page 49. Il est vrai que la signature ne fut pas lue. Quant aux cartes anglaises, il a été démontré que les Allemands, qui les avaient établies en 1940, lorsque Hitler envisageait un débarquement en Grande-Bretagne, les ont par la suite utilisées en maintes occasions dans leurs services administratifs, en raison de la pénurie de papier. Le tampon dateur français ? Les Allemands en ont fait usage bien des fois. Barbie dans le Jura le 6 avril 1944 ? Le juge d'instruction a trouvé, signé de lui et établi à Lyon ce jour-là, un laissez-passer délivré à un ressortissant français.

M^{re} Libmann, qui est, avec M^{re} Klarsfeld, l'avocat des familles parties civiles dans l'affaire d'Izieu, a relevé, bien sûr, que si le 21 décembre 1983 Barbie a pu déclarer tout ignorer du village d'Izieu, n'avait aucun souvenir de ce qui avait pu s'y passer, onze mois plus tôt, le 24 février 1983, il déclarait dans un autre procès-verbal : « C'est mon subordonné Wenzel qui avait reçu d'Eichmann l'ordre de

dissoudre ce camp. Il est possible que j'aie eu connaissance du résultat et que j'aie rendu compte à mes chefs. Mais je n'ai eu aucune responsabilité dans cette opération ».

M^{re} Vergès allait-il engager le combat, entreprendre cette démonstration tant annoncée de l'existence d'une faute ? Nullement. « Ce n'est pas le moment », a-t-il dit, de commenter ni de plaider. Lorsque nous aurons tous les éléments, que les témoins seront venus, nous ferons alors valoir chacun nos moyens. » Autrement dit : rendez-vous au jour de ma plaidoirie.

Ainsi s'est achevée cette première semaine. Elle laisse une impression mitigée. Sans doute, l'enjeu était-il trop lourd. On sent, du côté des parties civiles, des divisions. Elles se sont d'ailleurs fortement affichées vendredi 15 mai en début de journée. Parmi les victimes parties civiles, beaucoup n'ont pas compris que le président Cerdini n'ait pas usé du pouvoir que lui donne l'article 320 du code de procédure pénale d'obliger Klaus Barbie à comparaître par la force. Du coup, M^{re} Paul

disait, est encore dans sa partie absente. En quoi, peuvent se demander certains, convenait-il de le faire, alors que nous sommes aujourd'hui les alliés de l'Allemagne ? A l'opposé, les parties civiles qui ont souffert peuvent, à bon droit, s'irriter d'un débat que l'on est obligé de faire sans Klaus Barbie. Mais en vérité, à quel bon Barbie dans le box ? Quel avantage d'avoir un muet que nous ne pourrions pas obliger à parler de toute façon. Peut-être un jour, pour une confrontation particulière, conviendrait-il de l'amener. Mais que verra-t-on alors ? Un vieillard porté sur une chaise par des policiers. Je ne veux pas, moi, qu'il puisse user d'un tel spectacle pour apparaître en martyr. Nous allons bientôt entrer dans la phase poignante de cette affaire avec le témoignage des humbles et des isolés. Alors, tout le monde verra et comprendra qu'à un moment de l'histoire il a été décidé qu'un homme n'était pas l'égal d'une autre homme.

M^{re} Jacques Vergès ne manqua pas de sauter sur l'occasion. Jamais on ne l'avait entendu autant proclamer, célébrer les mérites et les traditions séculaires de la France, de ses principes et de son droit. Et cela

pour conclure malgré tout : « Si la force était employée pour amener ici mon client, la défense devrait aviser des mesures qu'elle aurait à prendre pour faire face à une telle indignité. » C'était une façon comme une autre de laisser comprendre que, si l'on devait amener Barbie par la force, on risquait que ce soit un Barbie sans avocat.

Finalement, le président Cerdini a décidé que la demande qui lui était faite de faire venir l'accusé par la force ne paraissait pas justifiée, « dans les circonstances présentes », son absence ne portant pas atteinte à l'ordre public judiciaire, ni à la manifestation de la vérité, ni aux intérêts des parties civiles demanderes.

On peut toujours en inférer que « les circonstances présentes », autrement dit celles du 15 mai 1987, pourraient apparaître différentes un jour ou l'autre.

JEAN-MARC THEOLLEIRE.

Croix gammées sur un monument proche d'Izieu. - Des inconnus ont peint des croix gammées dans la nuit du jeudi 14 au vendredi 15 mai, sur le monument aux morts des guerres de 14-18 et 39-45 à Brenier-Cordon, un village de l'Ain distant de trois kilomètres de celui d'Izieu où, le 6 avril 1944, quarante-trois enfants juifs ainsi que les personnes qui les encadraient furent enlevés et déportés, dont il n'y aura qu'une survivante.

Les signes profanateurs ont été immédiatement effacés par les services municipaux. Une enquête est ouverte.

(Publicité)

LUNDI 18 MAI A 22 HEURES

Pour en finir
une fois pour toutes
avec les
trous de mémoire...

Questions d'actualité
avec NICOLE BLUM, psychiatre
de l'association
« fils et filles
de déportés »
et JEAN SCHMIDT, réalisateur
du film Les Clowns de Dieu.

Le Monde

dossiers et documents

SOMMAIRE

PAGE II

- La législation de Vichy
- Une exclusion minutieuse
- Deux commissaires aux questions juives

PAGE III

- Les ordonnances allemandes
- Du ghetto de fait à l'extermination
- La rafle du Vel d'Hiv

PAGE IV

- Les réactions des Français
- De l'indifférence à la solidarité
- La solution finale
- Plus de cinq millions et demi de morts

1940-1944 : LA RÉPRESSION ANTIJUIVE EN FRANCE

La France, depuis 1933, avait accueilli des dizaines de milliers de juifs fuyant la persécution nazie. Ils s'ajoutaient, sans y être véritablement accueillis, à la communauté juive française. En 1940, après la défaite, le pays, envahi, est coupé par plusieurs lignes de démarcation. La principale définit les contours de la zone dite libre, placée sous la souveraineté de principe du gouvernement de Vichy.

Le régime de Vichy, héritier d'un antisémitisme français ancien — l'affaire Dreyfus,

au tournant du siècle, a montré sa virulence — pratique, selon une tradition de l'extrême droite toujours vivace, l'exclusion. Sans même que les nazis le lui imposent, Philippe Pétain, par une série de lois et de règlements pointilleux, exclut presque tous les juifs de la vie politique, professionnelle et économique, et interne dans ses propres camps de concentration les juifs « étrangers ».

Le nazisme, pour sa part, a pratiqué la déportation et l'extermination systématiques. Il ne s'est d'ailleurs pas limité aux juifs. Par souci de « pureté raciale », il avait commencé par gazer 100 000 Allemands atteints de « tares congénitales » et aliénés. 200 000 Tsiganes, rafles dans toute l'Europe ont péri anonymement dans les camps d'extermination.

Vichy, à partir de l'été 1942, a été pris dans l'engrenage de la politique de collaboration, malgré ses réticences. Pour marquer

sa souveraineté — partielle — dans la zone occupée, le gouvernement de Pierre Laval a pris en charge la grande rafle du Vel d'Hiv puis multiplié en zone libre les rafles de familles qu'il livrait aux Allemands. De hauts fonctionnaires de l'époque sont aujourd'hui poursuivis à ce titre.

La police française et ses chefs ont continué après l'occupation de la zone libre à collaborer, sur l'ordre de Vichy, dont les responsabilités sont écrasantes, à l'exécution de « l'Holocauste ».

Les étapes d'un calvaire

L'Etat français s'est très vite associé idéologiquement au Reich dans le champ d'action le plus spécifique de l'hitlérisme en exprimant une authentique vocation antisémite.

Les premières pierres de l'édifice ont été posées dès le 22 juillet 1940 par la création d'une commission pour la révision des naturalisations puis, le 27 août 1940, par l'abrogation du décret-loi du 24 avril 1939, qui empêchait la propagande antisémite dans la presse. La loi portant statut des juifs a suivi le 3 octobre 1940 : elle exclut les juifs de la fonction publique ainsi que des professions libérales et proclame ouvertement la notion de « race juive » alors que, jusque-là, les ordonnances allemandes, de crainte de heurter l'opinion française, ne font référence qu'à la « religion juive ».

Ce statut sera renforcé le 2 juin 1941. Quant à la loi, à la fois antisémite et xénophobe, du 4 octobre 1940, elle livre les « étrangers de race juive » à l'arbitraire policier en confiant aux préfets le pouvoir de les internar dans des camps spéciaux.

Le Commissariat général aux questions juives (CGQJ), véritable ministère aux affaires juives, est créé par Vichy le 29 mars 1941 dans le but d'éliminer les juifs de la vie civile, politique, économique, culturelle, ainsi que de les dépouiller de leurs biens et de provoquer à leur égard des mesures de police « commandées par l'intérêt national ». Organisé par Xavier Vallat, le CGQJ passera entre les mains de Darquier de Pellepoix quand il s'agira, selon la volonté allemande, d'attenter à la vie des juifs.

Le CGQJ dispose d'une police aux questions juives, la PQJ, puis tard Section d'enquête et de contrôle (SEC), qui se signale par de nombreux abus. Ce sont essentiellement les forces de police régulières qui meneront rafles et arrestations contre une population juive évaluée de 300 000 à 330 000 personnes réparties en 1941 par moitié dans chacune des deux zones avec environ 50 % de juifs étrangers.

Succédée par la section antijuive de la Gestapo, dirigée par Danneberg, les arrestations massives de juifs par la police française débou-

tent le 14 mai 1941 dans l'agglomération parisienne. Elles ne visent que des hommes. Polonais, Tchèques, et même Autrichiens, (au total 3 747), qui sont dirigés vers deux camps du Loiret sous administration préfectorale, Pithiviers et Beaune-la-Rolande.

La deuxième opération a lieu à partir du 20 août 1941 et touche 4 232 juifs, dont un millier de Français. Le camp de Drancy, sous administration française et sous contrôle étroit de la Gestapo, est créé pour eux. Le 12 décembre 1941, 700 juifs français, surtout des notables, sont arrêtés par la Feldgendarmarie et internés à Compiègne tandis que les nazis sortent de Drancy 53 juifs pour une exécution massive. Plus de 10 % des résistants fusillés au Mont-Valérien sont juifs, alors que le pourcentage des juifs dans la population française est à peine de 0,7 %.

Internements

La première déportation des juifs de France a lieu le 27 mars 1942. Elle concerne 1 112 juifs, des hommes, pour moitié juifs français de Compiègne, pour moitié juifs apatrides de Drancy.

En juin 1942 s'est installée à Paris une nouvelle direction de la police allemande et des SS avec, à sa tête, le général SS Oboeg assisté par le colonel SS Knochen, commandant de la police de sûreté et des services de sécurité, la Sipos, au sein de laquelle opère la Gestapo.

Du côté français, Laval et son chef de la police, René Bousquet, obtiennent un renforcement de l'autorité de Vichy en zone occupée en contrepartie d'une collaboration policière accrue contre les ennemis communs au Reich et à Vichy : les juifs, les communistes, les gaullistes, les terroristes.

Les mesures antijuives en zone occupée s'intensifient : les ordonnances allemandes relèguent les juifs au rang de parias, en particulier la huitième, du 29 mai 1942, qui prescrit aux juifs de six ans révolus le port de l'étoile jaune en public avec la mention « juif ».

En juin 1942, s'engagent des négociations policières franco-

allemandes au sujet, cette fois, de l'arrestation massive de familles juives, la décision ayant été prise à Berlin le 11 juin de commencer la déportation de tous les juifs de l'Europe de l'Ouest. Le 25 juin, la Gestapo se fixe comme objectif à moyen terme la déportation de 40 000 juifs : 10 000 juifs apatrides doivent être arrêtés en zone libre et livrés par Vichy, comme s'y est engagé Bousquet le 16 juin ; 30 000 juifs doivent être trouvés en zone occupée, la Gestapo insistant pour que 40 % de ces juifs soient de nationalité française. La Gestapo souligne aussi la nécessité de l'exécution par les seules forces de police françaises de cette opération massive.

En conseil des ministres, le 26 juin, Laval paraît disposé à refuser l'engagement de la police française en zone occupée et ne semble pas au courant de l'accord donné par Bousquet au sujet des 10 000 juifs de la zone libre. Bousquet décide d'accepter l'engagement exclusif de la police française avec pour seule concession allemande le fait que les juifs français seront épargnés pour le moment.

Ce qui a été conclu le 2 juillet entre Bousquet et les chefs de la police nazie en France a été entériné en partie par Pétain et par Laval, le 3 juillet, et confirmé en totalité par Laval aux chefs SS le lendemain. Comme l'écrit Danneberg à Eichmann : « Le président Laval a proposé que, lors de l'évacuation de familles juives de la zone non occupée, les enfants de moins de seize ans soient emmenés avec leurs parents. Quant aux enfants juifs qui resteraient en zone occupée, la question ne l'intéresse pas. » Ainsi le feu vert pour la déportation des enfants juifs, presque tous nés en France, est-il donné par Vichy aux SS qui vont bientôt s'en servir.

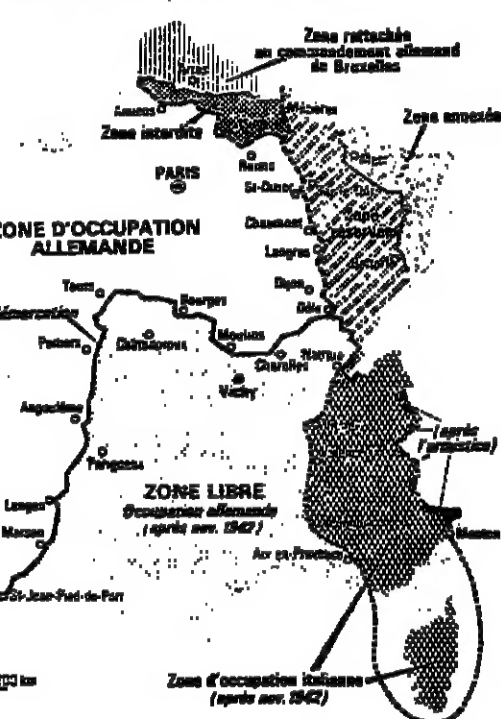
A partir de la rafle du Vel d'Hiv, et pendant onze semaines, c'est au rythme de trois convois de mille juifs chacun par semaine que va se dérouler la déportation des juifs de France. Une première réaction de protestation s'ébauche avec la lettre envoyée le 22 juillet à Pétain par les cardinaux et archevêques de France assemblés à Paris : « Nous ne pouvons étouffer le cri de notre conscience. »

Des pressions allemandes s'exercent sur Mussolini qui se décide, le 18 mars 1943, à transférer aux autorités françaises les pouvoirs de police sur les juifs dans sa zone d'occupation. Le lendemain même, il se ravise sous l'effet d'un document relatant les atrocités nazies à l'Est contre les juifs. Le Duce confie le traitement de la question juive dans la zone d'occupation italienne à la police civile. L'inspecteur général Lo Spinoso, chargé de cette mission, se fait conseiller par Angelo Donati, juif italien dont l'efficacité fut remarquable, et il continue à protéger systématiquement les juifs.

Pendant le premier semestre de 1943, la section antijuive de la Gestapo alimente les trains de déportation avec les juifs français détenus pour avoir commis des infractions, avec des rafles menées conjointement par des policiers français et allemands à Marseille, par la préfecture de police à Paris, par la gendarmerie de la zone Sud ; mais les SS ont conscience que la défaite de Stalingrad accentue les réticences de Vichy. Ils tentent d'obtenir de Laval la révocation des naturalisations de juifs obtenues depuis 1927. Mais la chute de Mussolini, le 25 juillet, rend Laval circonspect, et la loi prévue ne sera pas publiée.

LA FRANCE ÉCLATÉE APRÈS LA DÉFAITE DE 1940

Zones d'occupation à partir de novembre 1942



La zone annexée : Gouvernée par un Gauleiter, elle est considérée comme un territoire allemand.

La zone rattachée au commandement allemand à Bruxelles. Les Allemands songèrent à l'annexer. Sous réserve des autorisations, Bruxelles est sous administration française.

La zone interdite : dans des conditions proches, est strictement contrôlée. Y entrer exige des laissez-passer spéciaux particulièrement attribués.

La zone réservée : les terres inexploitées du fait de l'exode ou confisquées sont colonisées par la société allemande Ostland.

La zone occupée : dont l'entrée exige des laissez-passer, est sous administration française contrôlée par les Allemands.

La zone libre : est sous la souveraineté du gouvernement de Vichy.

La zone d'occupation italienne : pas de persécution raciales. Elle est prise en main par les Allemands à partir du 8 septembre 1943, date de la cessation des hostilités entre l'Italie et les Alliés. Au moins cinq mille juifs y furent alors arrêtés.

En représailles, les SS décident d'inclure, systématiquement cette fois, les juifs français dans les déportations ; mais ils ne reçoivent de Berlin d'autre renfort policier qu'un commando d'une dizaine d'hommes dirigé par Alois Brunner, l'un des plus redoutables délégués d'Eichmann. Ce commando déclenche une terrible chasse aux juifs sur la Côte d'Azur. Le 8 septembre, en effet, les Alliés ont prématurément rendu public l'armistice signé par les Italiens, empêchant ceux-ci de transférer en Italie, afin de les transporter en Afrique du Nord, une vingtaine de milliers de juifs réfugiés dans la région niçoise.

Le remplissage des trains (quatorze convois en 1944 dont deux de 1 500 personnes) s'effectue par la poursuite à Paris de rafles par la préfecture de police visant les juifs étrangers (plus de 4 000), ainsi que par des rafles en province menées parfois par la police allemande et visant indistinctement juifs français et juifs étrangers ; Marseille (1 450), Nice (1 100), Lorraine (950), Lyon (900), Toulouse (680), Lézard (650), Charente (650), Bordeaux (570), Massif Central (450), etc.

La nomination de Darnand au poste de secrétaire général au maintien de l'ordre et le rôle accru de sa milice facilitent les arrestations de juifs français ainsi que les fusillades ou exécutions sommaires (environ un millier). Heureusement, les organisations juives ont dissous à temps leurs foyers ou au moins clandestins d'enfants juifs, sauf en deux cas : celui

SERGE KLARSFELD.
(Le Monde du 11 mai 1985.)

Dossier établi par Jean Pinaud et le service de documentation du Monde.

Les Dossiers et documents sont une publication à vocation pédagogique. Ils sont constitués pour l'essentiel d'articles déjà parus dans le Monde et ses diverses publications.

Procès Barbie

Lycéens, chaque jour une question

Tappez sur votre minitel

3615 Lemonde

Convois pour la mort

● 1942
41 951 juifs déportés, plus un minimum de 815 arrêtés dans le Nord et le Pas-de-Calais et déportés via la Belgique.

43 convois, tous à destination d'Auschwitz : 32 de Drancy, 8 de Pithiviers, 2 de Beaune-la-Rolande, 2 de Compiègne et 1 d'Angers.

30 946 déportés proviennent de la zone occupée et 11 005 de la zone libre. Environ 20 500 juifs ont été immédiatement gazés à leur arrivée à Auschwitz. 811 survivants dont 21 femmes en 1945.

● 1943
17 069 déportés, dont 12 539 gazés dès leur arrivée au camp d'extermination.

17 convois dont 13 à destination d'Auschwitz et 4 de Sobibor. En 1945, 340 hommes survivaient ainsi que 128 femmes.

● 1944
14 833 déportés de Drancy (à l'exception de 430 partis de Lyon

le 11 août) en 14 convois, tous à destination d'Auschwitz, sauf 1 parti pour Kaunas et Raval. 9 902 gazés immédiatement.

En 1945, 521 hommes survivaient ainsi que 788 femmes. Il faut ajouter à ce nombre de déportés environ 400 épouses de prisonniers de guerre juifs déportés le 2 mai 1944 et le 21 juillet à Bergen-Belsen. Les 360 juifs déportés de Toulouse et Saint-Sulpice, le 30 juillet, et les 63 juifs déportés de Clermont-Ferrand, le 22 août, plus les juifs déportés individuellement.

● AU TOTAL

75 721 déportés dont 2,7 % d'enfants de moins de six ans (2 044) et 11,6 % d'enfants de six à dix-sept ans (8 780), au total près de 11 000 enfants.

Plus de 9 700 déportés avaient plus de soixante ans. Près de 43 000 déportés sur 73 853 ont

été immédiatement gazés. 2 566 survivants en 1945, soit environ 3 % des déportés ; moins d'un millier d'entre eux survivaient actuellement. Avec les 3 000 morts dans les camps avant la déportation et le millier d'exécutions de juifs, le bilan de la « solution finale » en France atteint 80 000 victimes.

Les nationalités les plus touchées par la déportation ont été les Polonais (environ 26 000), Français (24 000), dont plus de 7 000 sont des enfants nés en France de parents étrangers), Allemands (7 000), Russes (4 500), Roumains (3 300), Autrichiens (2 500), Grecs (1 500), Turcs (1 300), Hongrois (1 200). Au moins 85 % des juifs déportés de France ont été arrêtés par les forces de police françaises.

SERGE KLARSFELD.
(11 mai 1985.)

LA LÉGISLATION DE VICHY

Une exclusion minutieuse

Ces textes sont les plus importants de ceux qu'a promulgués le gouvernement de Vichy. Mais ils ne représentent qu'une petite partie des lois qui, directement ou indirectement, ont fixé le statut des juifs : on en compte cinquante-cinq. Les lois de Vichy n'étaient discutées par aucun Parlement. Il suffisait qu'elles soient signées par le chef de l'Etat français, Philippe Pétain. Ainsi les juifs sont-ils écartés des chantiers de jeunesse, la gestion de leurs biens est-elle réglementée. L'admission - et la non-admission - des juifs dans les établissements publics d'enseignement d'Algérie fait l'objet d'une loi, de même que l'interdiction qui leur est faite d'exploiter des débits de boissons.

Des décrets minutieux déterminent leur droit à être médecin, avocat, dentiste, artiste de théâtre ou de cinéma... ou sage-femme en Algérie.

Après l'occupation de la « zone libre » en novembre 1942, les textes se font moins nombreux : les Allemands appliquent directement leurs propres règles. Le dernier loi de Vichy, en date du 23 mai 1944, fixe le montant du prélevement à effectuer - sur les biens juifs - pour « venir en aide aux juifs indigents ». Et le dernier décret, du 5 juin 1944, à la veille du débarquement allié... fixe les traitements du commissaire général et du secrétaire général aux questions juives.

Loi du 3 octobre 1940 portant statut des juifs (modifiée par les lois du 3 et 11 avril 1941).

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Le conseil des ministres entendu,

Décretions :

Article premier. - Est regardé comme juif, pour l'application de la présente loi, toute personne issue de trois grands-parents de race juive ou de deux grands-parents de la même race, si son conjoint lui-même est juif.

Art. 2. - L'accès et l'exercice des fonctions publiques et mandats énumérés ci-après sont interdits aux juifs :

1. Chef de l'Etat, membre du gouvernement, conseil d'Etat, conseil de l'Ordre national de la Légion d'honneur, Cour de cassation, Cour des comptes, corps des mines, corps des ponts et chaussées, inspection générale des finances, cours d'appel,

tribunaux de première instance, justices de paix, toutes juridictions d'ordre professionnel et toutes assemblées issues de l'élection.

2. Agents relevant du département des affaires étrangères, secrétaires généraux des départements ministériels, directeurs centraux des ministères, préfets, sous-préfets, secrétaires généraux des préfets, inspecteurs généraux des services administratifs au ministère de l'Intérieur, fonctionnaires de tous grades attachés à tous services de police.

3. Résidents généraux, gouverneurs généraux, gouverneurs et secrétaires généraux des colonies, inspecteurs des colonies.

4. Membres des corps enseignants.

5. Officiers et sous-officiers des armées de terre, de mer et de l'air ;



Premiers départs de juifs vers les camps de concentration sous la conduite de gendarmes français.

Membres des corps de contrôle de la guerre, de la marine et de l'air ;

Membres des corps et cadres civils des départements de la guerre, de la marine et de l'air créés par les lois du 25 août 1940, du 15 septembre 1940, du 28 août 1940, du 18 septembre 1940 et du 29 août 1940 (loi du 3 avril 1941).

6. Administrateurs, directeurs, secrétaires généraux dans les entreprises bénéficiaires de concessions ou de subventions accordées par une collectivité publique, postes à la nomination du gouvernement dans les entreprises d'intérêt général.

Art. 3. - L'accès et l'exercice de toutes les fonctions publiques autres que celles énumérées à l'article 2 ne sont ouverts aux juifs que s'ils peuvent exciper de l'une des conditions suivantes :

a) Etre titulaire de la carte de combattant 1914-1918 ou avoir été cité au cours de la campagne 1914-1918 ;

b) Avoir été cité à l'ordre du jour au cours de la campagne 1939-1940 ;

c) Etre décoré de la Légion d'honneur à titre militaire ou de la médaille militaire.

Art. 4. - L'accès et l'exercice des professions libérales, des professions libres, des

seront d'exercer leurs fonctions dans les deux mois » et « seront admis à faire valoir leurs droits ».

Art. 8. - Par décret individuel pris en Conseil d'Etat et dûment motivé, les juifs qui, dans les domaines littéraire, scientifique, artistique, ont rendu des services exceptionnels à l'Etat français, pourront être relevés des interdictions prévues par la présente loi.

Ces décrets et les motifs qui les justifient seront publiés au Journal officiel.

Art. 9. - La présente loi est applicable à l'Algérie, aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat.

Art. 10. - Le présent acte sera publié au Journal officiel et enregistré comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 3 octobre 1940.

PH. PÉTAÏN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français :

Le vice-président du conseil, PIERRE LAVAL.

Le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la Justice, RAPHAËL ALIBERT.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'Intérieur, MARCEL PEYROUTON.

Le ministre secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, PAUL BAUDOUIN.

Le ministre secrétaire d'Etat à la guerre, Général HUNTZIGER.

Le ministre secrétaire d'Etat aux finances, YVES BOUTILLIER.

Le ministre secrétaire d'Etat à la marine, Amiral DARLAN.

Le ministre secrétaire d'Etat à la production industrielle et au travail, RENÉ BELIN.

Le ministre secrétaire d'Etat à l'agriculture, PIERRE CIZOT.

..

Le statut du 3 octobre 1940 sera supprimé et remplacé par une loi du 2 juin 1941 dont l'article 1^{er} est ainsi rédigé :

1^{er}. - Est regardé comme juif :

1^a Celui ou celle, appartenant ou non à une confession quelconque, qui est issu d'au moins trois grands-parents de race juive, ou de deux seulement si son conjoint est lui-même issu de deux grands-parents de race juive.

Est regardé comme étant de race juive le grand-parent ayant appartenu à la religion juive ;

2^a Celui ou celle qui appartient à la religion juive, ou y appartenait le 25 juin 1940,

et qui est issu de deux grands-parents de race juive.

La non-appartenance à la religion juive est établie par la preuve de l'adhésion à l'une des autres confessions reconnues par l'Etat avant la loi du 9 décembre 1905.

Le décès ou l'annulation de la reconnaissance d'un enfant considéré comme juif sont sans effet au regard des dispositions qui précèdent.

Le nouveau statut ajoute aux exemptions :

« être pupille de la nation ou ascendant, veuve ou orphelin de militaire mort pour la France » (art. 3 d).

Aux interdictions déjà mentionnées, il ajoute une série de professions qui vont de la banque au commerce de grains, de céréales, de chevaux, de bestiaux :

Art. 9. - Sans préjudice du droit pour le préfet de prononcer l'internement dans un camp spécial, même si l'intéressé est français, est puni :

1^o D'un emprisonnement de six mois à deux ans et d'une amende de 500 francs à 10 000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, tout juif qui s'est livré ou a tenté de se livrer à une activité qui lui est interdite par application des articles 4, 5 et 6 de la présente loi ;

2^o D'un emprisonnement de un an à cinq ans et d'une amende de 1 000 francs à 20 000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, tout juif qui se soustrait ou aura tenté de se soustraire aux interdictions édictées par la présente loi, au moyen de déclarations mensongères ou de manœuvres frauduleuses.

Le tribunal peut, en outre, ordonner la fermeture de l'établissement.

Fait à Vichy, le 4 octobre 1940.

PH. PÉTAÏN.

..

L'internement des étrangers

Loi sur les ressortissants étrangers de race juive

Art. 1^{er}. - Les ressortissants étrangers de race juive pourront, à dater de la promulgation de la présente loi, être internés dans des camps spéciaux par décision du préfet du département de leur résidence.

Art. 2. - Il est constitué auprès du ministre secrétaire d'Etat à l'Intérieur une commission chargée de l'organisation et de l'administration de ces camps. (...)

Art. 3. - Les ressortissants étrangers de race juive pourront en tout temps se voir assigner une résidence forcée par le préfet du département de leur résidence. (...)

Fait à Vichy, le 4 octobre 1940.

PH. PÉTAÏN.

..

Les juifs d'Algérie ne sont plus citoyens français

En 1870, un décret dit « décret Crémieux » avait donné aux juifs d'Algérie la citoyenneté française.

Loi portant abrogation du décret du Gouvernement de la défense nationale du 24 octobre 1870 et fixant le statut des juifs indigènes des départements de l'Algérie.

ARTICLE PREMIER. - Le décret du Gouvernement de la défense nationale du 24 octobre 1870 est abrogé en ce qu'il règle les droits politiques des juifs indigènes des départements de l'Algérie et les déclare citoyens français.

Art. 2. - Les droits politiques des juifs indigènes des départements de l'Algérie sont réglés par les textes qui fixent les droits politiques des indigènes musulmans algériens.

Art. 3. - En ce qui concerne leurs droits civils, le statut réel et le statut personnel des juifs indigènes des départements de l'Algérie restent réglés par la loi française.

Art. 4. - Les juifs indigènes des départements de l'Algérie qui, ayant appartenu à une unité combattante pendant la guerre de 1914-1918 ou de 1939-1940, auront obtenu la Légion d'honneur à titre militaire, la médaille militaire ou la Croix de guerre, conserveront le statut politique de citoyens français.

Art. 5. - Ce statut pourra être conservé, par décret contresigné par le garde des sceaux, ministre secrétaire d'Etat à la Justice et par le ministre secrétaire d'Etat à l'Intérieur, aux juifs indigènes des départements de l'Algérie qui se seront distingués par des services rendus au pays.

Art. 6. - La présente loi est applicable à tous les bénéficiaires du décret du 24 octobre 1870 et à leurs descendants.

Art. 7. - Le présent décret sera publié au Journal officiel et exécuté comme loi de l'Etat.

Fait à Vichy, le 7 octobre 1940.

PH. PÉTAÏN.

..

Deux commissaires aux questions juives

● XAVIER VALLAT

Xavier Vallat, ancien député de l'Ardèche, décédé le 6 janvier 1972 à l'âge de quatre-vingt-un ans, avait joué un rôle de premier plan entre les deux guerres dans les mouvements d'extrême droite et s'était fait le champion au Parlement d'un antisémitisme nationaliste et « chrétien », dans la tradition de l'affaire Dreyfus. Il entendait « défendre l'organisme français du microbe (juif) qui le conduisait à une anémie mortelle ». Ces convictions lui valurent d'être placé par le maréchal Pétain, en mars 1941, à la tête du commissariat général aux questions juives.

Sees son impulsion, cet organisme applique une législation limitant l'accès des israélites aux professions libérales, industrielles ou commerciales et leur interdisant toute activité au sein des sociétés anonymes. Le juif se voyait défini comme celui qui appartenait à la religion juive au 25 juin 1940 et avait deux grands-parents de race juive.

Xavier Vallat créa par ailleurs l'Union générale des israélites de France (UGIF), destinée à représenter leurs intérêts, étant admis que les juifs n'étaient tolérables

dans la société, selon une interview à Paris-Sol. « qu'à dose homéopathique ». Cet organisme devait en fait faciliter les déportations. Xavier Vallat soutint par la suite que la législation adoptée sous son impulsion avait constitué un maquis grâce auquel un grand nombre de juifs avaient pu être sauvés. Inutile de dire que la plupart des organisations juives contestent cette interprétation. Toujours est-il que, après le retour de Laval au pouvoir, au printemps de 1942, Xavier Vallat était révoqué et remplacé par Darquier de Pellepoix.

Dans une lettre adressée le 7 février 1942 au ministre Henri Mussert, il écrivait : « Je n'ai pas l'intention d'aller plus loin dans les concessions au point de vue allemand en cette matière, car, si l'harmonisation finalement réalisée devait se traduire par un simple allègement sur la position allemande, je ne pourrais pas personnellement en assumer la responsabilité politique et morale ». Il s'était opposé notamment à l'institution en zone libre de l'étoile jaune et du couvre-feu spécial qui étaient imposés aux juifs de la zone nord.

Comparaisant au mois de décembre 1947 devant la Haute Cour de

justice, celle-ci le condamnait à dix ans de prison pour « acte de nature à nuire à la défense nationale ». Le 30 décembre 1949, Xavier Vallat était libéré. Il devait collaborer ensuite à l'hebdomadaire royaliste Aspects de la France et en assurer de 1962 à 1966 la direction. Le passé militaire de Xavier Vallat, grand mutilé de la guerre 1914-1918, expliquait la clémence du haut tribunal. Ce jugement ne fut pas moins ressenti comme un affront par les rescapés de Drancy ou d'Auschwitz.

(Le Monde, 8 janvier 1972.)

● DARQUIER DE PELLEPOIX

Louis Darquier de Pellepoix naît à Cahors le 19 décembre 1897. Engagé volontaire à dix-sept ans, en 1914, c'est un brillant combattant. Il vit ensuite de petits emplois dans les affaires et milite à l'extrême droite. Le 6 février 1934, au cours des manifestations organisées par Liguor, il est gravement blessé. Il préside l'Association des blessés du 6 février 1934 et devient, la même

année, secrétaire général adjoint du quotidien Le Jour.

L'année suivante, il se fait élire conseiller municipal de Paris sur un programme « national antijuif ».

En mai 1937, il prend la présidence du Comité antijuif de France, qui fédère les principaux organes de combat contre les juifs et les franc-maçons. « Il faut, s'écrit-il au cours d'une réunion publique à la salle Wagram, de toute urgence résoudre la question juive. Que les juifs soient expulsés ou qu'ils soient massacrés ». En 1939, mobilisé, il se bat à nouveau brillamment et est fait prisonnier. Libéré de l'Offing II D, il fonde, en novembre 1940, l'Union française pour la défense de la race.

Une première fois, en 1941, il est proposé par les Allemands comme responsable de la question juive en France, sur une liste où figure notamment Céline. Ses protecteurs réussissent à l'imposer - après le retour au pouvoir de Laval, le 6 mai 1942 - au poste de commissaire général aux questions juives, où il succède à Xavier Vallat. Il exerce ses fonctions jusqu'en février 1944, date à laquelle il sera classé officiellement pour malversations dans la gestion des biens juifs.

M. DARQUIER DE PELLEPOIX

commissaire général aux questions juives

EXPOSE SES PROJETS

au Petit Parisien

1^{er} Rattachement de la loi de 1941 sur l'aryanisation économique ;

2^o Statut des demi-juifs qui se voient dénie les fonctions publiques et de certaines autres professions ;

3^o Part obligatoire de l'étatisme dans les entreprises juives ;

4^o Interdiction aux juifs, sans aucune dérogation, d'exercer des fonctions publiques ;

5^o Retrait de la nationalité française à tous les juifs qui l'ont acquise depuis 1927.

« Le Petit Parisien » du 1^{er} février 1943.

A la Libération, Darquier de Pellepoix passe en Espagne, où il jouit de vives sympathies dans les milieux du gouvernement franquiste.

Il a été condamné à mort par contumace, par la Haute Cour de justice, le 19 juin 1947, pour « intelligence avec une puissance étrangère ».

Le recensement

Loi du 2 juin 1941 prescrivant le recensement des juifs.

Nous, Maréchal de France, chef de l'Etat français,

Le conseil des ministres entendu,

Décretions :

Article premier. - Toutes personnes qui sont juives au regard de la loi du 2 juin 1941 portant statut des juifs doivent, dans le délai d'un mois à compter de la publication de la présente loi, remettre au préfet du département ou au sous-préfet de l'arrondissement dans lequel elles ont leur domicile ou leur résidence, une déclaration écrite indiquant qu'elles sont juives au regard de la loi et mentionnant leur état civil, leur situation de famille, leur profession et l'état de leurs biens.

La déclaration est faite par le mari pour la femme, et par le représentant légal pour le mineur ou l'interdit.

Art. 2. - Toute infraction aux dispositions de l'article premier est punie d'un emprisonnement de un mois à un an et d'une amende de 100 à 10 000 F, ou de l'une de ces deux peines seulement, sans préjudice du droit pour le préfet de prononcer l'internement dans un camp spécial, même si l'intéressé est français.

Fait à Vichy, le 2 juin 1941.

PH. PÉTAÏN.

Par le Maréchal de France, chef de l'Etat français :

L'ambassadeur de la France, vice-président du conseil, ministre secrétaire d'Etat à l'Intérieur, Amiral DARLAN.

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

..

du ghetto

... des juifs...

... des juifs...

... des juifs...

... des juifs...

... des juifs...

... des juifs...

... des juifs...

... des juifs...

... des juifs...

... des juifs...

... des juifs...

... des juifs...

... des juifs...

... des juifs...

... des juifs...

... des juifs...

... des juifs...

... des juifs...

... des juifs...

... des juifs...

... des juifs...

... des juifs...

... des juifs...

... des juifs...

... des juifs...

... des juifs...

... des juifs...

... des juifs...

... des juifs...

... des juifs...

... des juifs...

... des juifs...

... des juifs...

... des juifs...

... des juifs...

... des juifs...

... des juifs...

... des juifs...

Year	Percentage of Population Aged 65 and Over
1950	7
1960	10
1970	12
1980	14
1990	16
2000	18
2010	20
2020	22
2030	24
2040	26
2050	28



Economie

Le Monde • Dimanche 17-Lundi 18 mai 1987 13

REPÈRES

Créations d'entreprises

Niveau élevé en avril

Selon l'INSEE, le nombre des créations d'entreprises s'est élevé à 23 690 en avril (en données corrigées des variations saisonnières), dont 5 150 reprises et 18 480 créations nouvelles. Pour les quatre premiers mois de 1987, le niveau reste donc élevé, puisque l'on avait déjà enregistré 24 570 créations en janvier, 22 680 en février et 20 840 en mars. L'analyse des statistiques d'avril fait apparaître un ralentissement des créations dans l'agro-alimentaire, une progression modérée dans l'industrie, le commerce et les services, et une forte augmentation dans le bâtiment-génie civil.

Inflation

Accélération en Grande-Bretagne

Après avoir connu une hausse modérée en mars (+ 0,2 %), les prix en Grande-Bretagne ont augmenté de 1,2 % en avril. Sur douze mois, l'inflation atteint 4,2 %, contre 4 % en mars et 3,9 % en février. Il faut remonter à mars 1986 pour trouver un rythme annuel aussi élevé, ce qui a fait ressortir les craintes d'une résurgence des pressions inflationnistes, en pleine campagne électorale. La hausse des loyers et la progression des impôts locaux ont à l'origine de la flambée d'avril.

Production industrielle

La baisse se confirme aux Etats-Unis

La production industrielle a régressé de 0,4 % en avril, ce qui est la plus forte baisse enregistrée aux Etats-Unis depuis treize mois. Ce recul intervient après une baisse révisée de 0,2 % en mars. Elle situe l'indice de la production américaine à un niveau inférieur de 1,3 % à celui d'avril 1986.

La mauvaise résultat du mois dernier est essentiellement dû à la baisse de 5,2 % (après correction des variations saisonnières) enregistrée par l'automobile. Dans ce secteur, le rythme annuel de la production a chuté à 7,2 millions d'automobiles, après 7,9 millions en mars et 8,3 millions en février.

ÉTRANGER

Crédit plus cher aux Etats-Unis malgré la baisse de l'activité

(Suite de la première page.)

Toutes ces statistiques sont provisoires, et l'expérience enseigne que les révisions qui interviennent après coup changent parfois le sens des chiffres sur lesquels les hommes politiques — et les commentateurs — ont bâti un raisonnement. Force est toutefois d'admettre que les indications qu'elles donnent s'accordent avec ce que l'on peut savoir des grandes évolutions en cours : poussées des forces inflationnistes, retenue encore par les pressions en sens inverse qu'exerce sur de nombreux marchés le poids de l'endettement (les producteurs ont un besoin urgent de vendre sur des marchés qui restent dans l'ensemble ternes), et le marasme de l'activité.

Pour éviter la récession

C'est pour essayer de redonner vigueur à l'économie, ou plutôt l'empêcher de glisser vers le marasme, sinon la récession pure et simple, que les autorités monétaires américaines n'ont cessé depuis deux ans, et encore plus depuis les derniers douze mois, de mener une politique très expansionniste du crédit qui avait l'avantage supplémentaire de pousser à la baisse du dollar. Encore, à la fin de février dernier, au moment où fut conclu l'accord du Louvre, pour essayer d'enrayer une chute de la monnaie qui menaçait de tourner à la débâcle, espérait-on à Washington que les Etats-Unis pourraient se dispenser de relancer leurs taux. On préférait croire qu'il suffirait que les Japonais et les Allemands abaissent les leurs.

Conflicts sociaux

Moins de journées perdues en mars

Les conflits localisés du travail ont touché au mois de mars 1987, selon les statistiques du ministère des affaires sociales, 156 établissements occupant habituellement 70 000 salariés, parmi lesquels 20 800 ont cessé le travail, ce qui a provoqué la perte de 38 600 journées de travail. Ce dernier chiffre marque une diminution par rapport à février 1987 (43 000 journées individuelles non travaillées), mais une augmentation par rapport à mars 1986 (23 400 journées). Les conflits généralisés ont, de leur côté, entraîné 1 400 journées individuelles perdues en mars, contre 600 en février. La moyenne mensuelle des journées non travaillées à l'occasion de conflits s'établit, pour le premier trimestre 1987, à 50 480, contre 47 600 sur l'ensemble de l'année 1986. Le niveau des conflits demeure donc très bas.

Salaires

Reprise de la hausse au premier trimestre

Le taux de salaire horaire ouvrier a progressé de 1,1 % au cours du premier trimestre 1987, selon les résultats provisoires de l'enquête trimestrielle du ministère des affaires sociales. L'augmentation annuelle (avril 1986 à avril 1987) est de 3,4 %. Au quatrième trimestre 1986, le salaire horaire avait progressé de 0,6 % (+ 0,9 % au premier trimestre 1986).

D'autre part, l'enquête trimestrielle, qui porte sur les établissements de plus de dix salariés, indique que « l'indice des effectifs salariés, corrigé des variations saisonnières, montre pour l'ensemble des secteurs non agricoles une stabilité des effectifs au cours du premier trimestre, après une hausse de 0,1 % au quatrième trimestre 1986 ». Cet indice comprend désormais, rappelle le ministère, les jeunes bénéficiaires d'un stage d'initiation à la vie professionnelle (SIVP).

Enfin, la durée hebdomadaire effective du travail est en très légère hausse par rapport au trimestre précédent. Elle s'établit en moyenne à 38,95 heures pour l'ensemble des salariés (+ 0,05 heures).

Quelles ressources pour le régime général de la Sécurité sociale ?

Dans l'attente du rapport des « sages »

Après le premier tour d'auditions des experts sur la Sécurité sociale nommés par le gouvernement, on attend leur verdict sur les mesures d'urgence nécessaires pour le régime général. De quelle marge de manœuvre disposera le gouvernement ?

L'enjeu du rapport que les « sages » devraient rédiger ce week-end et remettre au premier ministre le lundi 18 mai, c'est le choix des recettes nouvelles susceptibles de combler le déficit du régime général à la fin de 1987, voire de 1988. Si l'on peut, comme les socialistes, accuser le gouvernement d'avoir creusé encore ce déficit de plusieurs milliards par des fautes de gestion, ceux-ci, aux laboratoires pharmaceutiques, voire aux entreprises endettées, et par une moindre surveillance des budgets hospitaliers, on ne peut guère mettre en doute la nécessité de recettes nouvelles.

Engagé pratiquement à rendre public le rapport des « sages » presque aussitôt et contraint de se décider vite, le gouvernement a remis le choix entre les mains des experts. C'est sans doute, comme le disait M. Lionel Jospin, « faire prendre par d'autres les décisions qu'il devra appliquer ». Mais l'opération ne vise pas seulement l'opposition ou les partenaires sociaux. Elle vise aussi, M. Philippe Séguin y compte bien, pour la majorité.

En effet, l'idée d'un large prélèvement assis sur tous les revenus a gagné du terrain parmi les ministres, en particulier ceux qui sont directement concernés. M. Juppé y est favorable. M. Séguin, et M. Balladur n'y font pas obstacle. Pour ce qui est du prélèvement en question, le gouvernement a la feuille d'impôts et ne met pas en cause sa « politique hardie de déflation », selon l'expression du ministre des affaires sociales. Mais il en va autrement dans la majorité : certains, comme M. d'Ornano, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, restent hostiles à un accroissement des prélèvements obligatoires, et d'autres croient encore à la possibilité de faire des économies substantielles sur la gestion du régime général ; enfin, même dans les couloirs des

ministères, certains ne seraient pas fâchés de limiter les ressources nouvelles, afin de pouvoir ensuite comprimer la protection sociale collective obligatoire.

Jusqu'où s'engageront les « sages » ? Il n'est pas sûr qu'ils aillent au-delà des principes, et même pas aussi loin que ce qu'avait recommandé naguère pour le Bureau international du travail un groupe d'experts présidé par M. Pierre Laroque : recourir « pour une partie raisonnable et appropriée » aux « moyens fiscaux les plus progressifs » (en fonction du revenu).

Restera au gouvernement à déterminer précisément le prélèvement — ou la cotisation. Sur ce point, les entretiens des partenaires sociaux avec les experts n'ont guère apporté de lumière, contrairement aux premières impressions. Même en excluant la CGT, qui juge — avec le PC — qu'il suffit de faire payer les riches en taxant les gains financiers des particuliers ou des entreprises à la même hauteur que les revenus professionnels, les zones de consensus paraissent étroites... sauf sur l'idée d'une « ressource exceptionnelle » qui n'engage pas l'avenir.

Une grande prudence

Ainsi l'Union nationale des associations familiales (UNAF) préconise une cotisation maladie payée par tous, salariés et non-salariés, mais au profit du seul régime général. Le CNRPF, les professions libérales et la CGC en tiennent pour un prélèvement pur et dur sur tous les revenus, dès le premier franc — la CGC ajoutant dans l'enveloppe les profits financiers des entreprises comme ceux des individus. En revanche, les autres syndicats, FO, CFDT, CFTC, font preuve d'une grande prudence : M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, a seulement souhaité que la solution retenue soit « la plus juste », et la CFDT, pourtant favorable à l'origine à un prélèvement sur tous les revenus, renvoie aujourd'hui l'Etat à ses responsabilités, comme la CFTC.

Ces différences tiennent en partie à l'appréciation des besoins : l'« exceptionnel » couvrira-t-il aussi

ceux de 1988, comme le juge le CNRPF ou seulement ceux de 1987, comme le pense la CFDT ? Craignant qu'ensuite l'occasion soit trop belle d'enterrer les conclusions des « états généraux », celle-ci souhaite même — comme, curieusement, la CGPME — que l'on s'en tienne aux besoins de trésorerie de 1987, c'est-à-dire à une quinzaine de milliards de francs, alors que le déficit comptable de l'exercice approcherait sans doute les 25 milliards de francs et que celui des années 1987 et 1988, en cumulé, avoisinerait les 55 milliards.

Or la définition du « besoin » détermine en partie la recette : si l'on doit trouver 25 milliards de francs, il faut sans doute recourir à une formule de prélèvement sur tous les revenus ; si l'on ne cherche qu'une quinzaine de milliards, le choix est plus ouvert, et du coup le débat aussi.

La prudence des syndicats d'autre part, ils savent que, dans la formule de prélèvement la plus communément admise, sur 25 milliards de francs, 17,3 milliards proviendraient des salaires, 3,9 milliards des retraites, 0,7 milliard des allocations de chômage et de divers revenus de remplacement, soit les trois quarts de la somme, au total, en raison notamment des difficultés rencontrées pour apprécier les revenus non salariaux. Certains, d'ailleurs, préfèrent le terme de « cotisation universelle » à celui de « prélèvement sur tous les revenus ». On conçoit que cela ne provoque guère d'enthousiasme.

Ce n'est pas tout : la définition comporte encore d'autres incertitudes. Exemptera-t-on du versement les revenus les plus bas (retraités non imposables, chômeurs et préretraités recevant des allocations inférieures au SMIC), comme on l'envisage ? Absorberait-on à cette occasion le deuxième versement de 0,4 % sur le revenu imposable ? C'est, semble-t-il, l'intention de la Rue de Rivoli. Cela réduirait la part « fiscale » des prélèvements — mais aussi le rendement de l'opération (de 5 milliards de francs). De quoi alimenter encore les discussions entre les ministres et entre leurs services.

GUY HERZLICH.

La CGT obtient la cassation d'un arrêt la condamnant à verser 1 million de francs à Citroën

La chambre criminelle de la cour de cassation présidée par M. Jean Leduc a cassé, le vendredi 15 mai, un arrêt de la cour d'appel de Paris par lequel treize militants de la CGT, dont M. Akka Ghazi, ancien secrétaire de la CGT Citroën-Aulnay, étaient condamnés, le 17 janvier 1986, à payer 1 million de francs de dommages-intérêts à la firme automobile.

Le 2 février 1983, alors que la CGT Citroën-Aulnay avait appelé à une manifestation au siège de la firme, à Neuilly, des incidents avaient éclaté entre ceux qui voulaient se rendre à la manifestation et des employés qui souhaitaient rester travailler, faisant trente-six blessés et des dégâts matériels qui avaient entraîné, selon la direction, une réduction de la production de quatre cent quatre-vingts voitures. Le 24 avril 1985, le tribunal correctionnel de Bobigny avait condamné les treize militants CGT à des peines de cinq à dix mois de prison avec sursis, assorties d'amendes pour entrave à la liberté du travail, certains étant également condamnés pour coups, violences et voies de fait. Mais le tribunal avait déclaré que la constitution de partie civile de la société Citroën était irrecevable puisque son préjudice ne résultait pas d'une manière « directe » du délit commis par les militants CGT.

Dans un arrêt rendu le 17 janvier 1986, la cour d'appel de Paris, tout en confirmant les condamnations pénales, avait donné une autre appréciation des faits en déclarant dans son arrêt : « Il en résulte également un dommage direct causé à l'employeur ». Aussi les militants CGT étaient condamnés à verser 1 million de francs de dommages-intérêts à la société Citroën.

La cour de cassation, saisie par un pourvoi de la CGT, est revenue à l'interprétation du tribunal en admettant le point de vue de l'avocat général, M. Emile Robert, selon lequel le préjudice de l'employeur n'était que « la conséquence indirecte » des faits. L'affaire a été renvoyée devant la cour d'appel d'Amiens, qui devra statuer à nouveau.

MAURICE PEYROT.

ENTREPRISES

Un holding Bernard Tapie bientôt en Bourse

M. Bernard Tapie a annoncé, vendredi 15 mai, la création d'un holding baptisé BT Finance qui regroupera toutes les sociétés de son groupe. A l'occasion d'une augmentation de capital évaluée à 400 millions de francs, des investisseurs institutionnels entreront dans ce holding en septembre à hauteur de 35 % à 40 %. BT Finance sera introduit en Bourse à la fin de l'année et le marché est bon. M. Tapie a fait cette annonce lors de la première présentation à des analystes financiers des résultats de ses filiales Testut-Trayvou, spécialisées dans les balances (7,4 millions de francs de bénéfices en 1986 pour un chiffre d'affaires de 331 millions de francs) et Wonder, numéro un des piles en France et numéro deux en Europe (7,4 millions de francs de bénéfices pour un chiffre d'affaires de 643 millions).

L'Air liquide dément négocier avec Kemira OY

Le numéro un mondial des gaz industriels dément, dans un communiqué laconique, avoir engagé des pourparlers avec le groupe finlandais Kemira OY en vue de lui revendre sa filiale engrais, la Société chimique de la Grande Paroisse (le Monde du 16 mai). Mais L'Air liquide ne refuse pas les intentions qu'on lui prête de se désengager de ce secteur industriel.

Lourdes pertes pour Rover en 1986

Le constructeur automobile britannique nationalisé Rover Group (ex-British Leyland) a annoncé, le 13 mai, que ses pertes pour 1986 s'élevaient à 892 millions de livres (8,3 milliards de francs) contre 138 millions l'année précédente. Le chiffre d'affaires est resté stable (3 412 millions de livres). Ces mauvais résultats sont dus aux 450 millions de livres de dépenses extraordinaires, coût de la restructuration de deux divisions que le groupe a abandonnées en 1987 : Leyland Bus et Leyland Trucks vendues au début de 1987. Rover a également vendu deux autres filiales : Unipart (pièces automobiles), privatisée en janvier, et JRA Ltd, une filiale australienne.

Au détriment de la SNCF

Air France et UTA accroissent leur part dans le capital d'Air Inter


M. Edouard Balladur, ministre de l'économie et des finances, et M. Jacques Douffignies, ministre des transports, se sont entendus sur l'affectation d'environ 15 % du capital de la compagnie Air Inter que la SNCF doit vendre cette année.

Cette décision était attendue avec impatience, car elle pouvait bouleverser le rapport des forces au sein du transport aérien français, actuellement réparti, pour les vols internationaux, entre Air France, entreprise publique, et UTA, société privée, et réservée pour les vols intérieurs, à Air Inter, entreprise privée à majorité publique. La compétition internationale qui fait rage pourrait certains à préconiser un regroupement des ailes françaises.

Le schéma qui a été arrêté et qui reste à finaliser, à la décimale près, par la direction du Trésor est le suivant : les ministres ont conclu qu'il convenait de conserver l'équilibre des forces dans le capital d'Air Inter, afin de préserver l'indépendance de celle-ci, et donc que les parts respectives d'Air France (24,97 %) et d'UTA (14,69 %) devaient rester dans le rapport actuel. « UTA ayant racheté en

ALAIN FAUJAS.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

**L'AIR LIQUIDE SA**

Report au 4 juin de la date de l'assemblée générale extraordinaire

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires convoquée pour le mercredi 20 mai 1987 ne pourra valablement délibérer à cette date, faute de quorum.

Elle sera convoquée à nouveau pour le jeudi 4 juin 1987, avec le même ordre du jour, au Palais des Congrès, 2, place de la Porte-Maillet, Paris-17^e, à l'issue de l'assemblée générale ordinaire convoquée pour cette même date à 15 heures.

	C	D	N	O	P
1					
2					
3					
4					
5					
6					
7					
8					
9					
10					
11					
12					
13					
14					
15					
16					
17					
18					
19					
20					
21					
22					
23					
24					
25					
26					
27					
28					
29					
30					
31					

Crédits, changes, grands marchés

LEUROMARCHÉ

Plus de flambeurs que d'investisseurs

Sous l'influence japonaise, le marché international des capitaux en est arrivé à ressembler à Las Vegas. Il est devenu le lieu de rencontre de joueurs, pour ne pas dire de flambeurs, et non plus d'investisseurs à long terme. L'énorme masse de l'épargne japonaise ne fait pas l'objet d'investissements réels mais tourne rapidement au gré d'écarts de quelques points de base. L'enchère, la semaine dernière, des obligations à trente ans du Trésor américain est, à cet égard, caractéristique. Les maisons japonaises qui avaient initialement acheté quelque 4 milliards de dollars dudit papier se sont empressées d'en revendre la moitié dans les heures qui suivirent. Il en va de même pour la plupart de leurs investissements internationaux. Le papier à long terme acheté par les Japonais est, en général, revendu très rapidement par les mêmes à partir d'une poignée de points de base de bénéfices. Ceci a fini par engendrer une très grande instabilité des cours qui, à son tour, a eu pour effet d'éloigner, pour ne pas dire de dégoûter du marché, ceux qui, dans le passé, achetaient des obligations à long terme. Les obligations à long terme, qui étaient autrefois le cœur du portefeuille des investisseurs, ont disparu d'autant plus que les plus petites maisons auront la possibilité de pratiquer, selon les cas, des cotations inférieures aux supérieures à celles de leurs aînés, même si leurs capacités de placement sont bien moindres.

L'ABD s'est inspiré du système américain automatisé NASDAQ (National Association of Securities Dealers Automated Quotations). Il est toutefois infortuné, remarque certains euro-banquiers, que l'ABD qui n'est rien (« Mister Nobody »), se prenne pour la Bourse américaine qu'est la NASDAQ. L'ABD s'inspire, en fait, de deux problèmes : l'anonymat des transactions et la possibilité de traiter avec une contrepartie de son choix. Aussi longtemps que la réponse à ces deux questions sera incertaine, et on ne voit pas comment il pourrait en être autrement, les grands « market-makers », qui refusent au travers de l'ABD d'être traités « comme la poubelle du marché », ainsi que le résumait vendredi un euro-banquier bien connu.

Quel que puisse être l'intérêt persistant pour les euro-emprunts obligataires en yens et en deutsches, les premiers à un rythme nettement plus accéléré que les seconds, les émissions d'actions sont celles qui constituent une fois de plus le gros de l'euro-activité primaire. Dans ce domaine, les Français se désolent de la privatisation attendue à la mi-juin de la Société générale, plus familièrement surnommée « Soc-

arc-en-ciel de devises. Chaque euro-obligation de 10 millions de dollars — montant certainement pas destiné au dentiste belge pour la raison qu'on découvre plus loin — sera remboursée à échéance sur la base de la valeur à l'époque de 5 devises dans les proportions suivantes : 143,3 millions de yens, 3,91 millions de dollars canadiens, 3,62 millions de deutschemarks, 1,85 million de livres sterling et 1,39 million de dol-

Mister Nobody

Gen. à l'étranger, retient d'ores et déjà l'attention. A l'exception d'une division attendue de la valeur nominale des titres actuels, ainsi qu'il en avait été pour le CCF, les détails de l'opération sont loin d'être encore connus. Néanmoins, l'attrait exercé par le titre à l'étranger est déjà si grand qu'il ne faut pas être grand clerc pour anticiper un vif succès international pour ce qui sera la plus grande transaction française dans ce domaine.

Ceux qui se montraient sceptiques à l'égard de la privatisation de la CGE seront déçus. Lorsque les résultats finaux seront connus, il ne faudra pas s'étonner si la tranche internationale est près de dix fois souscrite. Le syndicat bancaire mis en place à cet effet est par lui-même éloquent et reflète l'intérêt mondial suscité par la société française. Sous la houlette de Lazard Frères et de la Société générale, le consortium comprend six chefs de file adjoints : Crédit lyonnais, Deutsche Bank, Morgan Stanley, SBCI, Warburg, Generale Bank, et vingt et un co-chefs de file : Commerzbank, Dresdner Bank, Bayerische Vereinsbank, West LB, Lazard Frères et Co à New-York, CSFB, UBS, Barclays de Zoete, Cazenove, Kleinwort-Senson, ABN, BBL, Indosuez, BNP, Paribas, Capital Markets, CCF, Enkilda Securities, Kreditbank International Group, Nomura International, Prudential Beche Securities.

Dans la foule du CCF, dont la participation s'est élargie au fur et à mesure, il faut noter la présence d'autant plus brillante que dépourvue d'une grande partie de la demande spéculative qui avait réduit à quasiment zéro les allocations des privatisations précédentes. Havas fera son apparition vers la fin du mois. Mais, ce faisant, Havas va se heurter à l'opposition de Pengou, sous la direction de Paribas, de plus d'un milliard de francs d'actions et à une opération similaire de la part de BSN sous l'égide de Lazard, son principal actionnaire. Ce sont donc l'équivalent de 4 à 5 milliards de dollars d'actions tricolores qui vont débouler avant la fin du mois de mai. C'est quand même beaucoup. Les investisseurs ne devront pas montrer trop gourmands. Les prix devront tenir compte de cette avalanche.

CHRISTOPHER HUGHES.

LES DEVISES ET L'OR

Pessimisme sur le dollar

« Ça va mal », soupire un opérateur vendredi en fin d'après-midi, en contemplant les écrans des systèmes terminaux des cours sur les marchés des changes. Il parle du dollar, évidemment, qui, après une reprise en début de semaine, replongait à la veille du week-end sur une série de mauvaises nouvelles. Concernant l'économie américaine, notamment la baisse de 0,4 % de la production industrielle et la crainte d'une reprise de l'inflation outre-Atlantique (voir ci-dessous). Le cours du billet vert est retombé à 1,7760 DM à Francfort et 5,94 F à Paris. Il s'était pourtant raffermi pendant la plus grande partie de la semaine à près de 1,80 DM et de 6 F en raison du bon accueil qu'avaient réservé les souscripteurs japonais à l'émission, la semaine dernière, de l'emprunt à trente ans du Trésor américain.

Les jours suivants, le monde entier fut suspendu à l'annonce des chiffres du déficit commercial des Etats-Unis du mois de mars. Ce fut 13,6 milliards de dollars, chiffre passable qui aurait dû contribuer à raffermir un peu le billet vert. Mais les opérateurs tablent déjà sur un mauvais chiffre en avril, s'appuyant sur une augmentation de 1,5 milliard de dollars de l'excédent japonais sur les Etats-Unis annoncé en même temps. Du coup, ils ont vendu le billet vert. La poursuite de la hausse des taux outre-Atlantique n'a nullement contribué à ralentir le repli du dollar, bien au contraire.

Le dollar, qui avait dépassé 140 yens au début de la semaine, s'est replié à seulement 139 yens. Il est vrai qu'une autorité japonaise avait fermement « incité » les déten-

teurs nippons de dollars, groupes industriels et banques, à restreindre leurs ventes. Ce sont de telles ventes effectuées massivement par ces détenteurs avant la clôture des exercices du 31 mars dernier qui avaient accéléré la chute du dollar et la hausse du yen.

En ce qui concerne la parité dollar-yen, il est intéressant de citer les conclusions d'une enquête effectuée par nos confrères du *Financial Times* auprès d'une centaine de personnalités américaines. En gros, le repli du billet vert aux alentours de 140 yens a ramené les coûts de production de nombreuses branches industrielles outre-Atlantique au niveau de ceux pratiqués par la concurrence internationale au Japon, en Allemagne et ailleurs.

Mais ce repli va devoir se poursuivre d'une manière « significative » avant que le déficit commercial des Etats-Unis ne se réduise sensiblement et que ce pays ne voie ses parts de marché se rétablir.

Pour beaucoup de ces personnalités, la parité de 120 yens pour un dollar doit être atteinte avant que la tendance à la croissance de la pénétration japonaise puisse être spectaculairement renversée. Leur opinion peut être résumée par celle de l'un des dirigeants de Chrysler : « 140 yens pour un dollar, l'Amérique était objectivement condamnée, complètement « balayée » en tant que pays industriel. A 150 yens, nous, chez Chrysler, étions compétitifs par rapport aux véhicules importés du Japon. A 140 yens, Toyota et ses confrères japonais peuvent encore trouver le moyen de faire des bénéfices sur leurs expor-

COURS MOYENS DE CLOTURE DU 11 AU 15 MAI

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	SEL	Franc suisse	Franc belge	D. mark	Franc suisse	Franc belge	Libra
London	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825
New-York	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825
Paris	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825
Zurich	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825
Frankfurt	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825
Breuxelle	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825
Asterdam	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825
Milan	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825
Telaviv	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825	1,7825

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 15 mai, 4,2719 F contre 4,2649 F le jeudi 14 mai.

LE MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Nouvelle hausse des taux aux Etats-Unis

Le mouvement de hausse des taux d'intérêt aux Etats-Unis, amorcé depuis quelque temps, s'est poursuivi à la veille du week-end. Sur le court terme, la Chase Manhattan Bank a relevé son taux de base d'un quart de point, pour le porter à 8,25 %, exemple qui va être imité par les autres établissements. C'est la troisième augmentation en un mois et demi, la deuxième ayant eu lieu il y a 15 jours. Cette hausse, la première de 7,5 % à 7,75 % le 31 mars, 3/4 de point au total. Sur le long terme, l'emprunt à 30 ans (échéance en 2017), émis la semaine dernière à 8,75 % — et deux fois japonais ont soulevé la moitié (voir ci-dessus) l'article de Christopher Hughes) cotait 98,20 par rapport à un nominal de 100, avec un rendement porté à 8,88 %.

A l'origine de cette poursuite de la hausse, on trouve la crainte d'une reprise de l'inflation outre-Atlantique, alimentée par l'augmentation de 0,7 % des prix de la production en avril. Les milieux financiers s'inquiètent également de la remontée des cours sur les marchés à terme de matières premières et sur celui du pétrole, où le prix du baril s'est élevé à 19,60 dollars.

Conséquence : le cours de l'once d'or pour un dollar s'est assombré à plus de 470 dollars, contre 453 dollars huit jours auparavant. M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale, a eu beau déclarer cette semaine qu'il trouvait les taux américains « un peu élevés », une psychosé de hausse est en train de se mettre en place. « Les taux vont monter aux Etats-Unis », a déclaré il y a huit jours M. Henry Kaufman, gourou de Wall Street, qui prévoyait la fin de l'année, de 9 % à 9,5 % pour les taux des obligations.

En Europe, les taux baissent partout sauf en France. En Allemagne, la Banque fédérale a diminué celle de ses primes en pension, le ramenant de 3,80 % à 3,50 %, environ, après l'avoir réduit, le

23 janvier dernier, à 3,80 % contre 4,35 %.

En Grande-Bretagne, la grande fermeté de la livre sterling, au lendemain de l'annonce d'élections législatives pour le 11 juin prochain, pourrait inciter la Banque d'Angleterre à diminuer à nouveau son taux directeur, fixé à 9 % contre 9,5 % à la fin de la semaine dernière.

En France, cela ne va pas bien du tout. Sur le marché, qui haitait la tendance à prendre ces derniers temps, les rendements se sont orientés à la hausse et les cours franchement à la baisse. Sur le court terme, le maintien à 7 3/4 % de son taux d'intervention par la Banque de France, malgré l'initiative de la Banque fédérale d'Allemagne, a donné peu d'espoir pour une baisse prochaine des taux. De plus, l'annonce de la hausse des prix de 0,5 % en avril et les pronostics pessimistes de l'INSEE pour l'année 1987 — inflation de 3,5 %, accroissement du chômage et déficit commercial de 15 milliards de francs — ont jeté un froid. Enfin, la baisse du dollar et la hausse du mark rendent plus délicate toute descente de taux, même si l'écart d'inflation avec l'Allemagne se réduit plutôt et si l'écart des taux à court terme entre les deux pays atteint maintenant 4,5 %.

Conséquence : le taux de l'argent au jour le jour sur le marché interbancaire, après avoir fléchi au-dessous de 8 %, est remonté à 8 1/4 % en fin de semaine. Il est vrai que le phénomène devient habituel à l'approche de la fin de la période de constitution des réserves par les banques. Le délai expire la semaine prochaine. Autre conséquence logique, les cours sur le MATIF ont « plongé » vendredi à 105,70, 105,50 sur septembre contre 106,25 et même 106,75 en début de semaine.

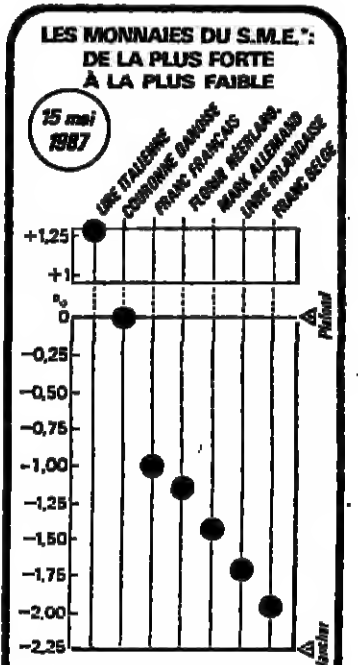
En ce qui concerne l'épargne, notons la nouvelle progression des

en-cours des SICAV court terme, dites de trésorerie, qui, selon TGF, ont augmenté de 7,4 milliards en avril dernier (+ 2,1 %) après une augmentation de 10,8 milliards de francs en mars, pour atteindre 358 milliards de francs. Depuis le début de l'année, l'augmentation globale est environ de 15 %, avec des évolutions très divergentes suivant les catégories. Les 74 SICAV monétaires axées sur les placements à court terme, et dont le nombre s'est accru de cinq en avril, ont vu leur en-cours augmenter de 7,2 milliards de francs, pour s'établir à 150 milliards de francs — contre 105,9 milliards de francs fin 1986 et 35 milliards fin 1985.

En revanche, les SICAV « sensibles », dites de performance et axées sur les gains en capital, voient leur déclin se poursuivre. Leur en-cours s'est trouvé diminué de 2,5 milliards de francs d'un mois à l'autre, à la suite de 2,4 milliards de francs de rachats. Ces chiffres confirment la tendance enregistrée depuis huit mois qui traduit un transfert des actifs des SICAV dites sensibles, dont l'en-cours avait culminé à 122 milliards en septembre 1986, sur les SICAV monétaires en plein boom.

Le classement des réseaux distributeurs a peu varié. En tête, on continue à trouver le Crédit agricole, 58,5 milliards de francs avec 16,3 % du marché, suivi par la BNP avec 39,3 milliards, 11 % du marché ; la Société générale, 32,6 milliards de francs ; le Crédit lyonnais 8,2 % avec 29,3 milliards de francs, et le groupe Caisse des dépôts, Caisse d'épargne, Postes, 6,1 % avec 21,8 milliards de francs. Les Banques populaires ont 5,1 % avec 18,1 milliards de francs, le CIC 4,8 % avec 17,3 milliards de francs, Indosuez 3,7 % avec 13,1 milliards de francs, le CCF 3,3 % avec 12 milliards de francs et Paribas 3,3 % avec 11,38 milliards de francs.

F. R.



BOURSES ÉTRANGÈRES

NEW-YORK

Après avoir évolué de façon galopante, le marché new-yorkais a finalement reculé à la veille du week-end. L'indice des valeurs industrielles a baissé de 2,2752, soit 1,43 point en dessous de son niveau de la veille. Cette perte a été entamée par les cours de la dernière séance.

Wall Street a été traversé par de mauvaises nouvelles tombées d'abord l'accélération de la hausse des prix de gros (+ 0,70 %), la poursuite du record des échanges, le déficit commercial pour le premier trimestre (+ 1,5 milliards de dollars), la poursuite de la hausse des taux d'intérêt, et la baisse de la production industrielle. A la suite de la grande déroute du mardi, le marché a réagi en se creusant (on prévoit une baisse de 0,50 %).

L'activité hebdomadaire a été de 863,75 millions de titres cotés.

Alcoa	34,50	34,50
Allegheny L&N	48,00	48,00
AT&T	48,00	48,00
Boeing	48,00	48,00
Chase Man. Bank	48,00	48,00
De Post de New York	48,00	48,00
Eastman Kodak	48,00	48,00
Exxon	48,00	48,00
Ford	48,00	48,00
General Electric	48,00	48,00
General Motors	48,00	48,00
IBM	48,00	48,00
ITT	48,00	48,00
McQ	48,00	48,00
Prudential	48,00	48,00
Schlumberger	48,00	48,00
Telaviv	48,00	48,00
United Chemical	48,00	48,00
USA	48,00	48,00
Westinghouse	48,00	48,00
Xerox Corp	48,00	48,00

LONDRES

Nouveaux records
Le marché de la livre sterling a connu de nouveaux records à la veille du week-end. L'indice des valeurs industrielles a baissé de 2,2752, soit 1,43 point en dessous de son niveau de la veille. Cette perte a été entamée par les cours de la dernière séance.

15-5-87	Diff.
200	-2
210	-14
220	-14
230	-14
240	-14
250	-14
260	-14
270	-14
280	-14
290	-14
300	-14
310	-14
320	-14
330	-14
340	-14
350	-14
360	-14
370	-14
380	-14
390	-14
400	-14
410	-14
420	-14
430	-14
440	-14
450	-14
460	-14
470	-14
480	-14
490	-14
500	-14

FRANCFORT

Le marché a connu de nouveaux records à la veille du week-end. L'indice des valeurs industrielles a baissé de 2,2752, soit 1,43 point en dessous de son niveau de la veille. Cette perte a été entamée par les cours de la dernière séance.

15-5-87	Diff.
200	-2
210	-14
220	-14
230	-14
240	-14
250	-14
260	-14
270	-14
280	-14
290	-14
300	-14
310	-14
320	-14
330	-14
340	-14
350	-14
360	-14
370	-14
380	-14
390	-14
400	-14
410	-14
420	-14
430	-14
440	-14
450	-14
460	-14
470	-14
480	-14
490	-14
500	-14

TOKYO

Toujours plus haut
Le marché japonais a connu de nouveaux records à la veille du week-end. L'indice des valeurs industrielles a baissé de 2,2752, soit 1,43 point en dessous de son niveau de la veille. Cette perte a été entamée par les cours de la dernière séance.

15-5-87	Diff.
200	-2
210	-14
220	-14
230	-14
240	-14
250	-14
260	-14
270	-14
280	-14
290	-14
300	-14
310	-14
320	-14
330	-14
340	-14
350	-14
360	-14
370	-14
380	-14
390	-14
400	-14
410	-14
420	-14
430	-14
440	-14
450	-14
460	-14
470	-14
480	-14
490	-14
500	-14

LES MATIÈRES PREMIÈRES

L'arachide sénégalaise « conjoncturée »

DAKAR
de notre envoyé spécial

Les circonstances de l'implantation de l'arachide au Sénégal font encore aujourd'hui l'objet de divergences. Certains affirment qu'elle était, bien avant la colonisation, une culture de case répandue en Afrique de l'Ouest. Pour d'autres, elle a suivi l'arrivée des missionnaires qui ont ramené cette plante oléagineuse d'Amérique latine au dix-neuvième siècle. Tout le monde s'accorde en revanche pour reconnaître que l'arachide a pris à l'époque coloniale une place prépondérante et même envahissante dans l'économie du pays. L'accès à l'indépendance du Sénégal, en 1960, n'a pas modifié cet état de fait.

Pourvoyance de devises, la vente de l'arachide occupe encore aujourd'hui le premier rang des exportations devant les produits pétroliers, la pêche et les phosphates. Si les résultats de 1986 ne sont pas encore connus, on estime que l'arachide a rapporté plus de 33 millions de francs CFA au pays avec une production voisine de 700 000 tonnes et une commercialisation par les circuits officiels portant sur plus de la moitié de ce volume.

Depuis 1984, année de la grande sécheresse qui a fait chuter la récolte à 530 000 tonnes (elle était de 986 000 un an plus tôt) le secteur arachidier a connu de nombreuses épreuves. Entièrement dépendant des cours mondiaux des huiles, il a subi un manque à gagner considérable, provoqué en particulier par la surproduction de produits concurrents (huile et tourteau de soja, huile de palme et de tournesol). Une campagne menée aux Etats-Unis et en Europe sur le thème des effets néfastes des tourteaux d'arachide sur le bétail a aussi jeté un certain discrédit sur la marchandise sénégalaise. Les éleveurs occidentaux mais aussi soviétiques ont souvent substitué le blé et le soja à l'arachide dans l'alimentation de leur cheptel. Ce recul amorcé bien avant 1984 a touché l'ensemble du continent noir. Après avoir participé à hauteur de 21,1 % dans les échanges internationaux des oléagineux en 1961-1963, l'Afrique a vu sa part descendre à 13,3 % en 1969-1971 avant d'arriver au niveau plancher de 2,7 % en 1982-1984. Tels sont les chiffres cités par M. Ibrahim Barum, rédacteur en chef de la revue *Sud Magazine* publiée à Dakar.

A ces vicissitudes extérieures s'ajoutent les difficultés de commercialisation de l'arachide propres au

Sénégal. L'achat de leurs produits aux planteurs du bassin arachidier, situé à l'origine dans les régions de Diourbel et du Sine-Saloum, qui s'étend maintenant jusqu'en Haute-Casamance, est de fait un monopole d'Etat. Ce sont les huilleries, les coopératives et les organismes stockeurs privés qui, avec le soutien direct ou indirect (fonds bancaires) des pouvoirs publics, peuvent prendre possession de l'arachide afin de la transformer en huile.

Lorsque le paysan cède sa marchandise, il reçoit un bon lui donnant droit à paiement. Mais en 1984 les fonds prévus ont été débouclés tardivement, empêchant les planteurs d'être rémunérés en temps voulu. Confrontés à de réels problèmes financiers, ils ont cédé à la tentation d'écouler une partie de leur production sur les circuits parallèles régis par les commerçants qui payent l'arachide comptant, mais beaucoup moins cher.

Depuis lors, le circuit de commercialisation a été quelque peu assaini, permettant un retour de l'arachide dans le réseau officiel. Mais le problème de fond demeure : le Sénégal peut-il continuer à dépendre si fortement d'un produit aussi « conjoncturé » (expression africaine signifiant « attaché par la conjoncture »), alors que l'autosuffisance alimentaire n'est pas encore réalisée ?

Tant que les récoltes oléagineuses n'auront pas une valeur marchande comparable à celle de l'arachide, il y a fort à parier que cette dépendance continuera de polariser l'attention des planteurs et de l'Etat. En 1986, la CEE a versé 10 milliards de francs CFA pour ce produit dans le cadre des STABEX (stabilisation des recettes d'exportation) et seulement 75 millions de francs CFA pour la lutte anticaractéristique (crises). C'est dire combien la voie pour sortir de l'arachide est étroite.

ERIC FOTTORINO.

PRODUITS	COURS DU 15-5
Café (Lima)	897 (+ 18) Livres/tonne
Aluminium (Lima)	848 (+ 4) Livres/tonne
Nickel (Lima)	2 788 (+ 10) Livres/tonne
Sucre (Paris)	1 165 (+ 35) Francs/tonne
Café (Lima)	1 330 (+ 45) Livres/tonne
Cacao (New-York)	1 979 (- 6) Dollars/tonne
Blé (Chicago)	205 (+ 15,50) Cents/bushel
Mais (Chicago)	188,50 (+ 12,85) Cents/bushel
Soja (Chicago)	175,70 (+ 9,70) Dollars/c. court

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

